

REVUE de la CORSE

ANCIENNE et MODERNE

Historique, Littéraire et Bibliographique



SOMMAIRE

	Pages
DE METS (Docteur)...	<i>Le mystère de Sainte-Hélène, avec illustrations</i> 241
NATALI.....	<i>Parmi le thym et la rosée (Eglogue)</i> 251
FUMAROLI.....	<i>Le procès des Patriotes bastiais (avec 2 gravures)</i> 259
FRANCESCHINI (Emile).	<i>Une opération de police en Corse en 1808</i> 275
COLONNA DE GIOVELLINA (Général).....	<i>Le général baron Giacomoni (Appendices)</i> 286

Bibliographie et Nouvelles

A NOS LECTEURS

La *Revue de la Corse*, fondée en 1919 par M. CLAVEL, se tient à l'écart de toute question politique et ne se soucie que des questions scientifiques et économiques relatives à la grande Ile française. C'est une publication illustrée de 48 pages au moins et paraissant tous les deux mois, soit six numéros par an.

La Direction, toujours désireuse de conserver à cette Revue son caractère de vulgarisation des questions corses, maintient, pour les anciens abonnés les prix de quinze francs (France et Colonies) et vingt francs (étranger), comme montant de l'abonnement annuel.

Toutefois, la Direction, pour lui permettre d'accroître l'abondance du texte et de l'illustration, accepte volontiers que les abonnés portent spontanément leur versement à *vingt et à vingt-cinq francs* comme les nouveaux.

Elle leur demande davantage : c'est de communiquer la Revue et de recruter des abonnés. Plus le nombre en sera grand, plus l'importance du périodique augmentera.

Elle accepte enfin les offres de publicité commerciale (feuilles rouges) dans le seul but de couvrir en partie ses dépenses. Les tarifs, identiques à ceux des autres Revues, sont de 400 francs pour une page annuelle, de 250 francs pour une demi-page, de 100 francs pour un quart de page.

Enfin pour faciliter cette publicité aux petits commerçants, elle leur offre un huitième de page pour cinquante francs par an.

DIRECTION :

Professeur A. AMBROSI-R., 26, Rue Monsieur le Prince, PARIS (VI^e)

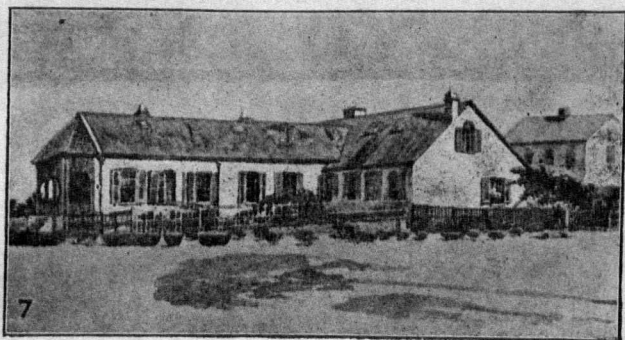
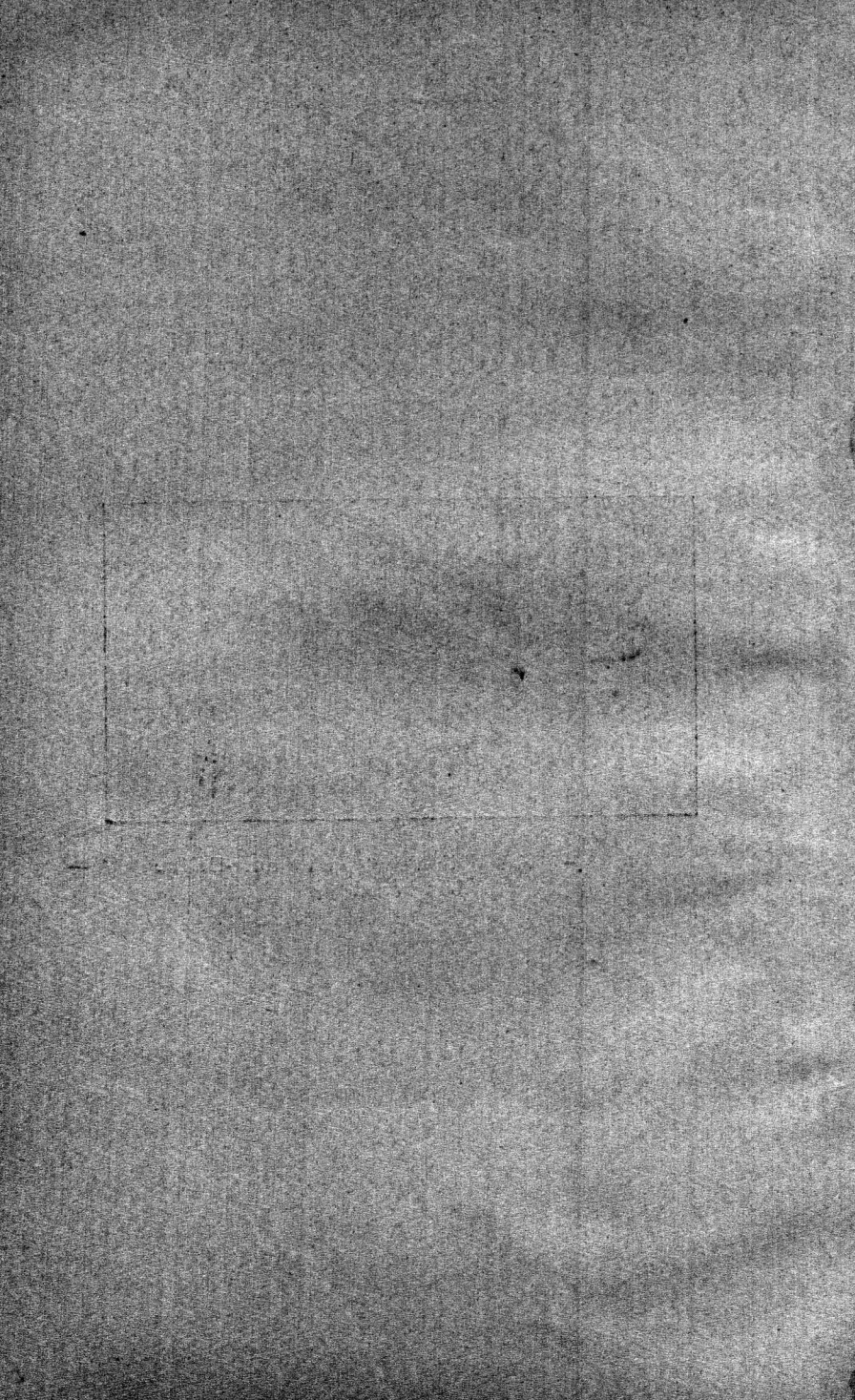


FIG. 2 — Maison de Napoléon à Sainte-Hélène
Longwood



REVUE DE LA CORSE

ANCIENNE ET MODERNE

Comment mourut NAPOLÉON

LE MYSTÈRE DE STE-HÉLÈNE

II

L'Empereur fut bien portant pendant la première année de son séjour à Ste-Hélène ; il eut sa première attaque fébrile en octobre 1816.

Ces attaques, assez espacées au début, furent plus fréquentes plus tard ; d'allure irrégulière, durant tantôt trois semaines, tantôt quelques jours, elles allaient en s'aggravant en durée et en importance.

Elles s'annonçaient par de la lourdeur, de la fièvre, migraine avec coliques et diarrhée.

Les premières voies étaient prises, catarrhe pharyngien et bronchique, gencives ulcérées, saignantes, amygdales gonflées, tuméfiées, ganglions de tout l'organisme engorgés, spécialement à l'aîne.

Il semble que tout le système lymphatique était engorgé, y compris celui de l'intestin, et les plaques de Peyer.

Les pieds et les jambes se gonflaient et restaient gonflés jusqu'à ce que l'attaque fût passée, laissant le malade chaque fois plus faible et plus déprimé.

Lors de la première attaque, fin 1816, aucun symptôme d'une affection hépatique ne fut signalé.

Fin 1817, à la suite d'attaques plus vives, des symptômes d'hépatite se font jour ; aucun symptôme stomachal pouvant révéler l'existence d'un ulcère ni d'un cancer, à moins que, ce qui arrive au témoignage d'auteurs spécialisés dans la partie, ces lésions n'aient existé sans produire aucune réaction !

Rappelons que depuis plus de deux cents ans, Ste-Hélène était devenue un foyer de paludisme et de bien d'autres infections.

En novembre 1817, le navire de forçats, le *Friendship*, fait relâche au port de Jamestown ; tout le monde est bien portant à l'arrivée. Le navire s'approvisionne d'eau : dix

jours après, cent forçats étaient alités par suite d'attaques de diarrhée et de fièvres identiques à celle dont souffrait Napoléon.

On sait aujourd'hui que plusieurs formes de fièvres endémiques propres aux pays tropicaux peuvent d'abord attaquer l'intestin, ou pénétrer par l'intestin, et ultérieurement donner lieu à une perturbation générale ou à une infection du foie.

O'Meara avait eu l'occasion d'observer ces diverses formes dans la garnison et dans la population de l'île. Antommarchi aussi, mais moins, il frayait peu avec les médecins anglais.

Au début de janvier 1819, l'Empereur fut pris d'une crise d'une gravité exceptionnelle ; son entourage craignait une issue fatale.

La nuit, au milieu d'une tornade, le général Montholon partit à cheval pour demander un médecin à Jamestown.

Le Gouverneur y consentit. Le Dr Stockoe, médecin du *Conqueror*, vit le malade une première fois, puis deux autres fois les jours suivants.

Diagnostic : Hépatite avec abcès imminent. C'en était trop ! pour le Gouverneur ! Se sachant menacé, le Dr Stockoe donna sa démission. Cela ne l'empêcha pas de passer en conseil de guerre et d'être rayé des cadres de la marine, comme Warden et O'Meara !

A la fin de 1819, Antommarchi arrive à Ste-Hélène. L'entourage l'accueille mal. Son air de jeunesse prévient contre lui ; ses prédécesseurs qui naviguaient depuis des années avaient une expérience acquise au cours de longues campagnes ; ils avaient le visage bronzé et marquaient mieux.

Au reste, toutes les aventures antérieures dues à l'intransigeance du Gouverneur, l'influence d'un climat déprimant, dont tout le monde souffrait, indisposaient tous les captifs. L'Empereur, mis en défiance lui aussi, reçut froidement Antommarchi quoiqu'il fût son compatriote. Il s'entretenait habituellement en italien avec lui. Et cependant, nous l'avons dit, Antommarchi avait de l'acquit et des connaissances plus que les autres ; de plus il avait été exactement renseigné par O'Meara ; il n'était pas diplomate. Il était trop, suivant la juste définition « d'Arthur Keith », un homme de laboratoire, plein d'enthousiasme pour les recherches de la science. Les hommes de cette espèce *semblent* mal équilibrés dans leurs jugements et dans leurs actes si on les considère suivant le standard commun. A l'intérieur de leur laboratoire ils sont chez eux, leurs yeux sont ouverts. Leur cer-

veau cherche des images où le vulgaire ne voit rien, et les trouve.

Quoi qu'il en soit, pendant les premiers mois de son arrivée à Ste-Hélène, la santé de son impérial malade s'était beaucoup amendée. Antommarchi avait conseillé de l'exercice, beaucoup d'exercice. Le conseil avait plu et fut suivi.

Dès le point du jour, toute la colonie, aidée des domestiques chinois dont le nombre avait été augmenté, se mettait à l'ouvrage.

Travaux de transformation et de jardinage à Longwood. L'Empereur aiguillonnait tout ce monde et ce monde y allait de tout son cœur pour donner quelque joie à ce Maître qui restait grand dans l'infortune. Mais bientôt les mauvais jours vont venir !

L'Empereur s'affaiblit ; aux crises fébriles viennent s'ajouter les troubles gastro-intestinaux.

Le malade se nourrit à peine et rejette les aliments. Le général Gourgaud est parti depuis un bon temps. Du reste la fièvre atteint tout le monde et tout le monde est démoralisé. Mme Montholon est partie et Mme Bertrand veut partir aussi. Le fidèle valet de chambre Noveraz, à plusieurs reprises, est paralysé par la maladie. Le vieil abbé Vitali, à bout de forces, s'en va.

L'Empereur veut le conduire à sa calèche ; il n'y parvient pas. On doit le reporter chez lui inanimé.

Au début de 1821, Antommarchi était tombé en disgrâce. Pour quel motif exactement ? On ne le sait. Il s'était résigné à partir. Grâce au maréchal Bertrand, tout s'arrange. Mais le mal impitoyable s'accroît. L'Empereur consent à recevoir le Dr Arnott, présenté par le terrible gouverneur Hudson Lowe.

A partir de ce moment, Napoléon qui n'avait cessé jusqu'à ce jour de rédiger ses mémoires, ses campagnes, se met à dicter ses dernières volontés et à mettre de l'ordre dans ses affaires. Personne n'est oublié. Un de ses compatriotes, un Corse, le médecin Costa, qui fut un des premiers artisans de sa fortune et dont pendant qu'il était au pouvoir, il était sans nouvelles, est rappelé dans les codicilles de son testament.

Antommarchi n'est pas oublié. Il le recommande à Marie-Louise dont il est sans nouvelles depuis l'île d'Elbe !

La longue agonie va commencer, elle va durer un mois, jusqu'à l'orageuse soirée du 5 mai 1821, où l'Empereur coucha sa tête pour ne plus la relever.

Quand tout fut consommé, Hudson Lowe vint annoncer,

de la part de son Gouvernement, que Napoléon allait être transféré dans un endroit plus salubre !

Honte suprême des maisons régnautes, suprême hypocrisie !

★★

Donnons ici la parole à Antommarchi.

« Tout s'écroule aussitôt. Ce n'est que pleurs, que sanglots ; chacun est accablé d'une perte aussi cruelle. Nous étions dans le premier saisissement de la douleur. Deux Anglais en profitent et se glissent au milieu de nous ; ils pénètrent dans le salon, découvrent, palpent l'Empereur et se retirent comme ils sont venus. Cette profanation nous rend à nous-mêmes ; nous rentrons, nous veillons sur le cadavre. Des mains anglaises ne doivent pas le souiller.

Il y avait six heures qu'il était sans vie ; je le fis raser, laver, et je le plaçai sur un autre lit. De leur côté, les exécuteurs testamentaires avaient pris connaissance des deux codicilles qui devaient être ouverts immédiatement après la mort de l'Empereur ; l'un était relatif aux gratifications qu'il accordait sur sa cassette à toutes les personnes de sa Maison et aux aumônes qu'il faisait distribuer aux pauvres de Ste-Hélène ; l'autre contenait des instructions sur ses funérailles. Il était ainsi conçu :

Avril, le 16, 1821, Longwood.

Ceci est un codicille de mon testament

1°) Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français que j'ai tant aimé.

2°) Je lègue aux comtes Bertrand, Montholon et à Marchand, l'argent, bijoux, argenterie, porcelaine, meubles, livres, armes et généralement tout ce qui m'appartient dans l'île de Ste-Hélène.

Ce codicille, tout entier écrit de ma main, est signé et scellé de mes armes.

(Sceau)

NAPOLÉON

Les exécuteurs testamentaires notifièrent cette pièce au gouverneur qui se récria sur cette prétention et déclara qu'elle était inadmissible, qu'il s'y opposait, que le cadavre devait rester dans l'île ; l'Angleterre y tenait, elle ne s'en dessaisirait pas. On chercha à désarmer sa haine, on essaya les représentations, les prières, tout fut inutile ; le corps de Napoléon devait rester à Ste-Hélène, il y resterait ! Les exécuteurs testamentaires invoquaient l'humanité, le respect qu'on doit aux morts ; mais le droit s'évanouit devant la



FIG. 3. — **Masque de Napoléon**
moulé par Antommarchi, peu après la mort
de l'Empereur

(D'après une photographie de l'original)

force, on ne put que recourir aux ressources des faibles, protester et obéir. On le fit ; on choisit un lieu dont l'Empereur, qui pourtant ne l'avait vu qu'une fois, parlait toujours avec satisfaction, celui où jaillissait cette eau bienfaisante qui avait si souvent adouci les maux qu'il endurait. Hudson y consentit. Il avait depuis 1820 l'ordre de retenir les dépouilles de BONAPARTE, mais il *lui était* indifférent qu'elles fussent dans tel ou tel endroit de l'île, et, montant aussitôt à cheval, il accourut à la tête de son état-major, des membres de son conseil, du général Coffin, du contre-amiral Lambert, du marquis de Montchenu, et de ce qu'il y avait de médecins, de chirurgiens dans l'île. Il voulait s'assurer par lui-même que Napoléon était bien mort, que le corps qu'il voyait était bien celui de l'Empereur. Il demandait aussi qu'on procédât à l'ouverture du cadavre ; mais je lui observai qu'il y avait trop peu de temps qu'il était sans vie, il n'insista pas. « Vous « m'avez fait demander du plâtre pour prendre le masque « du défunt ; un de mes chirurgiens est fort habile dans ces « sortes d'opérations, il vous aidera ». Je remerciai Son Excellence ; le moulage est une chose si facile que je pouvais me passer d'aide. Mais je manquais de plâtre. Mme Bertrand n'avait reçu, malgré ses instances, qu'une espèce de chaux. Je ne savais comment faire, lorsque le docteur Burton nous indiqua un gisement où se trouvait du gypse. Le contre-amiral donna aussitôt des ordres, une chaloupe mit en mer et rapporta quelques heures après des fragments qu'on fit calciner. J'avais du plâtre, je moulai la figure et procédai à l'autopsie (4).

Les généraux Bertrand et Montholon, Marchand, exécuteurs testamentaires, assistaient à cette opération pénible, où se trouvaient aussi Sir Thomas Reade, quelques officiers d'état-major, les docteurs Thomas Schort, Charles Mitchell, Mathieu Livingston, chirurgien de la Compagnie des Indes, et autres médecins au nombre de huit que j'avais invités.

Napoléon avait destiné ses cheveux aux divers membres de sa famille ; on le rasait ; je vérifiai quelques remarques que j'avais déjà faites. Voici les principales :

1°) L'Empereur avait considérablement maigri, depuis mon arrivée à Ste-Hélène ; il n'était pas en volume le quart de ce qu'il était auparavant.

2°) Le visage et le corps étaient pâles, mais sans altération, sans aspect cadavéreux. La physionomie était belle, les yeux fermés, et on eût dit non que l'Empereur était mort, mais qu'il dormait d'un profond sommeil. Sa bouche conservait l'expression du sourire, à cela près que du côté gauche elle était légèrement contractée par le rire sardonique.

3°) Le corps présentait la plaie d'un cautère fait au bras gauche, et plusieurs cicatrices, savoir : une à la tête, trois à la jambe gauche, dont une sur la molléole externe, une cinquième à l'extrémité du doigt annulaire de la main gauche ; enfin il y en avait un assez grand nombre sur la cuisse gauche.

4°) La hauteur totale, du sommet de la tête aux talons, était de cinq pieds deux pouces et quatre lignes.

5°) L'étendue comprise entre ses deux bras, en partant des extrémités des deux doigts du milieu, était de cinq pieds deux pouces.

6°) De la symphise du pubis au sommet de la tête, il y avait deux pieds sept pouces quatre lignes.

7°) Du pubis au calcaneum, deux pieds sept pouces.

8°) Du sommet de la tête au menton, sept pouces et six lignes.

9°) La tête avait vingt pouces et dix lignes de circonférence ; le front était haut, les tempes légèrement déprimées, les régions sincipitales très fortes et très évasées.

10°) Cheveux rares et de couleur châtain-clair.

11°) Cou un peu court, mais assez normal.

12°) Poitrine large et d'une bonne conformation.

13°) Abdomen très météorisé et volumineux.

14°) Les mains, les pieds un peu petits, mais beaux et bien faits.

15°) Membres tendus et raides.

16°) Toutes les autres parties du corps étaient à peu près dans les proportions ordinaires.

Je fus curieux de faire à ce grand homme l'application du système crâniologique des docteurs Spurzheim et Gall ; voici les signes les plus apparents qu'offrit sa tête :

1°) Organe de la dissimulation ;

2°) Organe des conquêtes ;

3°) Organe de la bienveillance ;

4°) Organe de l'imagination ;

5°) Organe de l'ambition, de l'amour de la gloire.

Sous le rapport des facultés intellectuelles, je trouvai :

1°) Organe de l'individualité, ou connaissance des individus et des choses ;

2°) Organe de la localité, des rapports de l'espace ;

3°) Organe du calcul ;

4°) Organe de la comparaison ;

5°) Organe de la causalité, de l'esprit d'induction, de tête philosophique.

Le cadavre était gisant depuis vingt heures et demie. Je

procédai à l'autopsie ; j'ouvris d'abord la poitrine. Voici ce que j'observai de plus remarquable :

Les cartilages costaux étaient en grande partie ossifiés.

Le sac formé par la plèvre costale du côté gauche contenait environ un verre d'eau de couleur citrine.

Une couche légère de lymphé coagulable couvrait une partie des faces des plèvres costale et pulmonaire correspondantes du même côté.

Le poumon gauche était légèrement comprimé par l'épanchement, adhérait par de nombreuses brides aux parties postérieure et latérale de la poitrine et au péricarde. Je le disséquai avec soin ; je trouvai le lobe supérieur parsemé de tubercules et de petites excavations tuberculeuses.

Une couche légère de lymphé coagulable couvrait une partie des faces des plèvres costale et pulmonaire correspondantes de ce côté.

Le sac de la plèvre costale du côté droit renfermait environ deux verres d'eau de couleur citrine.

Le poumon droit était légèrement comprimé par l'épanchement, mais son parenchyme était en état normal. Les deux poumons étaient généralement crépitants et d'une couleur naturelle. La membrane *plus composée* ou muqueuse de la trachée artère et des bronches était assez rouge, et enduite d'une assez grande quantité de pituite épaisse et visqueuse.

Plusieurs des ganglions bronchiques et du médiastin étaient un peu grossis, presque dégénérés, et en suppuration.

Le péricarde était en état normal et contenait environ une once d'eau de couleur citrine. Le cœur, un peu plus volumineux que le poing du sujet, présentait, quoique sain, assez de graisse à sa base et à ses sillons. Les ventricules aortique et pulmonaire et les oreillettes correspondantes étaient en état normal, mais pâles et tout à fait vides de sang. Les orifices ne présentaient aucune lésion notable. Les gros vaisseaux artériels et veineux, auprès du cœur, étaient vides et généralement en état normal.

L'abdomen présenta ce qui suit :

Distension du péritoine, produite par une grande quantité de gaz.

Exsudation molle, transparente et diffuente, revêtant dans toute leur étendue les deux parties ordinairement contiguës de la face interne du péritoine.

Le grand épiploon était en état normal.

La rate et le foie durcis étaient très volumineux et gorgés de sang ; le tissu du foie, d'un rouge brun, ne présentait du reste aucune altération notable de structure. Une bile extrêmement épaisse et grumeleuse remplissait et distendait la

vésicule biliaire. Le foie, qui était affecté d'hépatite chronique, était uni intimement par sa face convexe au diaphragme ; l'adhérence se prolongeait dans toute son étendue, elle était *forte, celluleuse et ancienne*. *La face concave du lobe gauche adhérait immédiatement et fortement à la partie correspondante de l'estomac, surtout le long de la petite courbure* de cet organe, ainsi qu'au petit épiploon. Dans tous ces points de contact, le lobe était sensiblement épais, gonflé et durci.

L'estomac parut d'abord dans un état des plus sains ; nulle trace d'irritation ou de phlogose, la membrane péritonéale se présentait sous les meilleures apparences. Mais, en examinant cet organe avec soin, je découvris sur la face antérieure, vers la petite courbure, et à trois travers de doigt du pylore, un léger engorgement comme squirreux, très peu étendu et exactement circonscrit. L'estomac était percé de part en part dans le centre de cette petite induration. L'adhérence de cette partie au lobe gauche du foie en bouchait l'ouverture.

Le volume de l'estomac était plus petit qu'il ne l'est ordinairement.

En ouvrant ce viscère le long de sa grande courbure, je reconnus qu'une partie de sa capacité était remplie par une quantité considérable de matières faiblement consistantes et mêlées à beaucoup de glaires très épaisses et d'une couleur analogue à celle du marc de café ; elles répandaient une odeur âcre et infecte. Ces matières retirées, la membrane *plus composée* ou muqueuse de l'estomac se trouva dans son état normal, depuis le petit jusqu'au grand cul-de-sac de ce viscère, en suivant la grande courbure. Presque tout le reste de la surface interne de cet organe était occupé par un ulcère cancéreux qui avait son centre à la partie supérieure, le long de la petite courbure de l'estomac, tandis que les bords irréguliers, digités et linguiformes de sa circonférence s'étendaient en avant, en arrière de cette surface intérieure, et depuis l'orifice du cardia jusqu'à un bon pouce du pylore. L'ouverture, arrondie, taillée obliquement en biseau aux dépens de la face interne du viscère, avait à peine quatre à cinq lignes de diamètre en dedans et deux lignes et demie au plus en dehors ; son bord circulaire, dans ce sens, était extrêmement mince, légèrement dentelé, noirâtre, et seulement formé par la membrane péritonéale de l'estomac. Une surface ulcéreuse, grisâtre et lisse, formait d'ailleurs les parois de cette espèce de canal qui aurait établi une communication entre la cavité de l'estomac et celle de l'abdomen, si l'adhérence avec le foie ne s'y était opposée. L'extrémité

droite de l'estomac, à un pouce de distance du pylore, était environnée d'un gonflement ou plutôt d'un endurcissement squirreux annulaire, de quelques lignes de largeur. L'orifice du pylore était dans un état tout à fait normal. Les bords de l'ulcère présentaient des boursoufflements fongueux remarquables, dont la base, dure, épaisse et squirreuse, s'étendait aussi à toute la surface occupée par cette cruelle maladie.

Le petit épiploon était rétréci, gonflé, extrêmement durci et dégénéré. Les glandes lymphatiques de ce repli péritonéal, celles qui sont placées le long des courbures de l'estomac, ainsi que celles qui avoisinent les piliers du diaphragme, étaient en partie tuméfiées, squirreuses, quelques-unes même en suppuration.

Le tube digestif était distendu par une grande quantité de gaz. A la surface péritonéale et *aux replis péritonéaux, je remarquai de petites taches et de petites plaques rouges, d'une nuance très légère, de dimensions variées, éparses et assez distantes les unes des autres.* La membrane *plus composée* de ce canal paraissait être dans un état normal. Une matière noirâtre et extrêmement visqueuse enduisait le gros intestin.

Le rein droit était dans un état normal ; celui du côté gauche était déplacé et renversé sur la colonne lombo-vébrale ; il était plus long et plus étroit que le premier ; du reste, il paraissait sain. La vessie, vide et très rétrécie, renfermait une certaine quantité de gravier mêlé avec quelques petits calculs. De nombreuses plaques rouges étaient éparses sur la membrane *plus composée* ou muqueuse, les parois de cet organe étaient en état normal.

Je voulais faire l'examen du cerveau. L'état de cet organe dans un homme tel que l'Empereur était du plus haut intérêt, mais on m'arrêta durement : il fallut céder.

J'avais terminé cette triste opération. Je détachai le cœur, l'estomac, et les mis dans un vase d'argent rempli d'esprit-de-vin. Je réunis ensuite les parties séparées, les assemblai par une suture ; je lavai le corps et fis place au valet de chambre, qui l'habilla comme il avait coutume de l'être pendant sa vie : caleçon, culotte de casimir blanc, gilet blanc, cravate blanche surmontée d'une cravate noire bouclée par derrière ; Grand Cordon de la Légion d'honneur, uniforme de colonel des chasseurs de la Garde, décoré des Ordres de la Légion d'honneur et de la Couronne de fer ; longues bottes à l'écuyère avec de petits éperons ; enfin chapeau à trois cornes. Ainsi vêtu, Napoléon fut enlevé, à cinq heures trois quarts, de cette salle où la foule pénétra aussi-

tôt. Le linge, le drap qui avait servi à la dissection du cadavre, tout fut emporté, déchiré, distribué ; ils étaient teints de sang, chacun voulait en avoir un lambeau.

Le cœur (destiné à l'impératrice) et l'estomac furent enlevés et placés dans un récipient en argent rempli d'esprit-de-vin qui fut soudé le lendemain par Antommarchi. Deux jours plus tard, par ordre du Gouverneur, ce récipient fut placé dans le cercueil. Toute la garnison en armes prit part à la pompe funèbre, la population de l'île était là au grand complet, sincèrement émue.

Le rapport officiel des médecins anglais, manifestement incomplet et tendancieux, fut rédigé le lendemain après coup.

Antommarchi refusa de le signer ; c'était son droit et son devoir de ne pas s'associer à une manœuvre politique, dont le but était d'innocenter le Gouvernement anglais d'avoir délibérément exposé l'Empereur à un climat meurtrier.

Ils avaient ou croyaient avoir la preuve que Napoléon était mort de cancer : Antommarchi avait du reste conclu dans ce sens dans son protocole d'autopsie. Le Gouvernement triomphait.

D^r DE METS.



“PARMI LE THYM ET LA ROSÉE”

CHEZ LES BERGERS

(Eglogue)

Elles sont quatre chevrettes : la blanche, la noire, la rousse ; et la quatrième a une robe gris bleuté.

Cornes finement ciselées, très pointues, courte barbiche, un frais museau, vives et fines, elles sont — quoique de formes étriquées encore — jolies à ravir.

On songe, les voyant, à ces adolescentes qui, dans l'inconsciente ivresse dont elles sortiront nubiles, multiplient à ce point espiégleries, étourderies et imprudences, qu'elles en paraissent décidément folles, sinon prématurément vieilles.

Elles ont — nos quatre chevrettes — attiré l'attention du vieux bouc qui, depuis qu'il s'est avisé que quelque chose de mystérieux tout ensemble et de bien connu les travaille, suit — d'un regard intéressé qui n'est pas très pur — la mue qui s'opère en elles.

Il attendra qu'elle soit accomplie. Tout vieux qu'il est, il ne l'est pas au point d'aimer les appas incomplets, les charmes inachevés. Ce goût dépravé de l'aigret, triste perversion de trop de vieux hommes, vient-il, d'ailleurs, jamais aux bêtes ?

La Nature — dont il ne saurait enfreindre la loi — décidera du moment, mais il est sûr qu'avant la fin de l'été — sera-ce par un matin délicat « parmi le thym et la rosée », ou par quelque voluptueux crépuscule, ou à l'heure ardente de midi ? — il aura rendu sages ces quatre petites folles.

Il semble cependant qu'aujourd'hui, si elles ont des drôleries, des mimiques ou des acrobaties amusantes et parfois cocasses, — ce soit dans la parfaite innocence du cabri que, dirait-on, elles ont retrouvée.

Elles sont redevenues toutes jeunes. Elles n'ont pas plus de quelques jours. Elles font leur première sortie.

Dans leurs yeux d'or que barre le noir croissant des prunelles, il n'y avait, le jour qu'elles découvrirent le monde, pas plus d'émerveillement ravi qu'à cette heure où elles découvrent un monde nouveau.

Car c'est bien cela que la montagne est pour elles.

Elles n'y sont pas nées. Elles ont vu le jour *là-bas*, au mois d'octobre, en une *marine* d'où leur premier regard embrassa un paysage aux lignes trop nettes, aux verdure trop sévères donnant sur une mouvante plaine trop bleue qui s'en allait toucher au ciel.

Ici, tout est si différent...

LA CHEVRETTE BLANCHE. — Ce pays m'effraie et m'enchanté ; il m'écrase et cependant me soulève au-dessus de moi-même.

LA CHEVRETTE NOIRE. — C'est vrai Je me sens devenir légère, légère... Il me prend envie de sauter, de bondir, que dis-je ? de voler. Car il semble bien qu'à chacun de mes durs sabots de corne, ait poussé — qui frémit d'impatience — une aile...

LA CHEVRETTE ROUSSE. — Voyez-vous la tête folle... qui se croit déjà la Chèvre Ailée dont parle notre « *tintinnaghia* », sœur-épouse du Bouc-Dieu qui créa et gouverne toutes choses...

Comme si nous avions besoin d'ailes, nous autres ! Comme si nos pieds fourchus ne savaient pas nous porter partout où atteint notre regard !...

LA CHEVRETTE GRIS BLEU. — Oui... nous inscrirons sur ces belles courbes notre maigre profil cornu et barbu ; et nous foulerons, de nos sabots lavés de rosée, ces belles cimes ; et nous irons ruminer au bord de ces escarpements qui ont l'air de nous défier.

(*Rejetant les cornes en arrière, elle indique de son nez camus les rochers qui couronnent la « Punta di Francia ». Les yeux de toutes se lèvent vers le ciel.*)

LA CHEVRETTE BLANCHE. — Que ce ciel est tendre qui, là-bas, nous aveuglait !

LA CHEVRETTE NOIRE. — Que ce soleil est doux qui, là-bas, nous enveloppait de flammes !

LA CHEVRETTE ROUSSE. — Que cet air est fin et léger qui, là-bas, nous oppressait !

LA CHEVRETTE GRIS BLEU. — Que cette brise sent bon qui, là-bas, empestait le marais putride !

TOUTES ENSEMBLE. — Au lieu du boubier, ces eaux qui chantent !...

En quelques bonds extravagants, elles sont au bord du « *fiummu* ».

Les voilà toutes quatre sur un rocher qui surplombe un *lau*.

(Un *lau*, c'est — encadrée de rochers ou entre deux rives abruptes — une poche plus ou moins profonde où le *fiummu* se précipite en tonnante cascade blanche. Il y dépose l'or

de ses grains de sable, ses petits cailloux polis comme des perles et s'en va — toujours pressé — la laissant pleine de belles eaux claires.

Le torrent corse est comme l'impétueux conquérant qui laisse, dans les villes prises d'assaut, des garnisons et court à d'autres victoires. Il sème sa marche héroïque de ces lacs minuscules.

Et de même que la garnison s'abandonne aux molleses et aux divertissements du repos, de même, dans leur conquête ébréchée, ces eaux s'étalent, indolentes, tout aises de batifoler avec les brises et les nuages du ciel et ce soleil qui jette, sur leur dos trémulant où s'emmèlent des rides fragiles, une flottante résille aux larges mailles.

A la vérité, certains de ces gouffres, noirs à donner le frisson, cachent, sous la tranquillité surnoise de leur surface huileuse, d'opaques profondeurs qui passent pour insondables.

Mais la plupart sont toute limpidité, avec des bleus pervenche, des verts adorables et des nâcres à peine teintées de vert et des blondeurs... Et, entre deux eaux, cet étrange filet d'or qui semble mis là pour pêcher les diamants que — magnifique illusionniste — le soleil sème...)

Les quatre chevrettes, côte à côte sur le rocher, penchent la tête vers l'eau.

LA CHEVRETTE BLANCHE. — Quelle transparence ! On compterait les grains de sable du fond.

LA CHEVRETTE NOIRE. — Oh ! que vois-je ? Regardez donc. Une, deux, trois, quatre chevrettes... sous l'eau !

LA CHEVRETTE ROUSSE. — Je suis sûre qu'elles n'y étaient pas quand nous sommes arrivées. Elles sont sorties, sans doute, des noires demeures, des aquatiques parcs qu'elles ont sous les rochers, pour venir à notre rencontre et nous souhaiter la bienvenue.

LA CHEVRETTE GRIS BLEU. — Merveille ! Elles sont quatre comme nous, côte à côte comme nous et, comme nous, sur un rocher... Et, voyez, ce grand buisson de bruyère qui incline vers l'eau ses petites urnes de pourpre, — il est aussi sous l'eau, dans la même attitude penchée, avec les mêmes petites urnes de pourpre. Il y a sous l'eau un monde comme le nôtre, mais à l'envers...

LA CHEVRETTE BLANCHE. — Par la Chèvre ailée ! Mais elles nous ressemblent. Chevrete gris bleu, chevrete rousse, chevrete noire. Et cette chevrete blanche, ne dirait-on pas que c'est moi ?

(Elle lève sa patte droite de devant, elle incline sa corne gauche.)

Voyez, elle fait les mêmes gestes que moi. Et s'il n'était fou de supposer que je puisse être à la fois ici et sous l'eau, je jurerais que c'est moi-même.

LA CHEVRETTE NOIRE. — Le prodige est indéniable. Les eaux d'ici sont habitées par des êtres qui nous ressemblent. *Là-bas*, dès que je me penchais sur le trouble *puzzu* (1) où nous étions réduites à boire, — j'en voyais surgir je ne sais quelle ombre noire, vaguement cornue, mais informe... Sans doute quelque monstre des eaux dormantes, le Batracien géant — roi ou dieu — à qui les grenouilles adressent de si effervescentes actions de grâce. Ah ! lorsque sur ma bouche assoiffée, s'appliquait son baiser hideux... l'horreur me glaçait l'échine et je me sauvais avant que d'être désaltérée.

Enfin nous trouvons des eaux limpides dont les hôtes sympathiques sont de notre espèce et à notre ressemblance.

LA CHEVRETTE ROUSSE. — (*Méditative, avec un hochement de tête*) : C'est à croire que chaque chèvre a une autre soi-même dans le monde fluctuant des eaux. Il n'y a pas à dire : elles ne diffèrent de nous que par une certaine indécision et le grelottement des formes. Pardi ! elles tremblent de froid. Car, même en été, les eaux... brou !

LA CHÈVRE GRIS BLEU. — (*Apitoyée*). O nos tremblantes sœurs des eaux ! quittez donc votre univers frigide... Venez avec nous, sous le soleil qui réchauffe, parcourir (et nous y mettrons toute la fantaisie de notre race) ces agrestes étendues où les pâtures les plus variées comme les plus savoureuses, vous sont offertes. Que pouvez-vous manger dans vos sombres tanières ? Ces gluantes algues vertes qui donnent la nausée ?... Venez...

(*Elle se retourne — et ses trois compagnes l'imitent — comme pour montrer les enchantements où elles convient.*

Les chevrettes aquatiques se sont, comme elles, retournées. Elles y voient un geste de refus et comme une esquisse de fuite.)

TOUTES. — Alors, restez... ô sœurs trop casanières et farouches. Votre mélancolique destin nous émeut de compassion.

Grand saut. Elles s'engagent dans un étroit couloir où le *fiummu* coule — limpide — sur un lit de galets blonds, entre de hautes rives escarpées.

Une herbe impertinente qui s'imagine s'être mise à

(1) Creux rempli d'eau dormante.

l'abri de toute dent, borde d'un liseré du vert le plus tendre, les sommets de la double falaise.

LA CHEVRETTE BLANCHE. — Que cette herbe-là est appétissante !

LA CHEVRETTE NOIRE. — Oui... mes dents s'en aiguisent de fringale et je me sens, au bout de la langue, l'insupportable piquûre d'une tentation...

LA CHEVRETTE ROUSSE. — (*Après avoir mesuré du regard les dangers de l'escalade*). Mais comment y porter la dent sans se rompre le col ?

LA CHEVRETTE GRIS BLEU. — O pusillanime ! Est-il bien de notre race, l'animal à double corne et à barbiche qui n'a pas honte de s'aviser du risque ? Le risque ! Mais quelle pâture n'est fade et indigne d'un palais comme le nôtre qui se peut atteindre sans risque ?

(*Elles s'apprêtent à gravir l'une des deux rives. Mais, tout à coup, derrière elles :*)

LE CHIEN. — Ouap ! Ouap !

TOUTES. — Ta gueule ! haïssable roquet ! Sera-t-il dit que l'intempestif zèle du moins libéral comme du plus servile des gardiens viendra toujours contrarier notre libre nature et troubler nos plaisirs ?

(*Elles reçoivent le chien, cornes baissées.*)

LE CHIEN (*avec un rictus ironique qui découvre d'inquiétantes canines.*)

Retournez, retournez, mes belles. Ou je ferai des oreilles fourchues... Ah ! vous voulez donc que ma dent...

(*Un bêlement de douleur. Les quatre rebelles fuient — le cœur leur ayant soudain manqué. Le chien, toujours glapissant, les poursuit. Quand il les quitte, elles ne sont plus qu'à vingt pas du troupeau.*)

LA CHEVRETTE GRIS BLEU. — L'oreille me fait mal. Ah ! qu'il a la dent maligne !

(*Au bout de son oreille gauche qui pend, lamentable, tremble un petit globe de sang.*)

LES TROIS AUTRES (*révoltées autant qu'apitoyées*). — Le scélérat !

Elles ne tardent pas à se remettre des émotions du rapide petit drame, et leur cervelle trop mobile où les souvenirs s'effacent, à peine s'y sont-ils imprimés, a tôt fait d'oublier l'affront dont elles s'étaient juré de tirer vengeance.

Sans s'éloigner du troupeau, elles se mettent à brouter.

LA CHEVRETTE BLANCHE (*en arrêt devant une plante en touffe, drue et frisée, d'un vert brun. Elle en approche son nez camus et flaire, flaire avec une visible volupté*).

— Quel parfum ! Je n'en ai point encore subodoré de

pareil. Ce n'est pas seulement fin, léger, exquis. Il ne manque pas de senteurs agréables qui, d'abord, flattent la narine, mais qui sont fades et molles et finissent par vous écœurer. Celle-ci a je ne sais quoi de picotant et d'excitant. Elle vous mousse et pétille dans le nez. O mes sœurs ! venez donc sentir ceci.

(Les voici toutes autour de la touffe odorante, la foulant du nez et humant.)

LA CHEVRETTE GRIS BLEU. — Ce qui sent si bon doit être encore meilleur à manger. Et comment ne pas supposer qu'une plante, qui dégage un tel parfum, contient quelque principe vivifiant. J'ai besoin de me refaire, moi !

LA CHEVRETTE ROUSSE (*scandalisée*). — Ah ! barbare... Ah ! vilaine...

LA CHEVRETTE GRIS BLEU (*qui a fait un brusque écart*). — Prout !... Oh ! ma langue... ma langue qui brûle !...

LA CHEVRETTE ROUSSE. — Juste punition !

LA CHEVRETTE GRIS BLEU (*avec une expression soudaine d'intense délectation*). — Mais bien heureuse brûlure... qui, m'embaumant la bouche, y laisse une indicible fraîcheur. On dirait que, de ma langue, souffle maintenant sur mon palais, je ne sais quel vent ténu, quelle fraîche brise parfumée...

O mes sœurs ! repaissons-nous de cette plante divine... Non, je dis mal. Un mets si fin et si noble n'est pas fait pour de grossières ripailles. Je présume que la Chèvre Ailée, le Bouc Créateur le préfèrent à tout, fût-ce à ces longs tubes crémeux du chèvrefeuille ou aux grappes de fleurs de l'arbousier. Réserveons-le toujours pour la bonne bouche, comme un gâteau, une brioche qu'il nous est donné, de temps à autre, de partager avec les dieux... Goûtez-y donc !

(Elles mordillent toutes et savourent, avec l'expression grave et concentrée du dégustateur de grands crus. Longs pourlèchements significatifs.)

LA CHEVRETTE BLANCHE. — Ce doit être, que dis-je ? C'est, à n'en pas douter, cette plante que nous vantait là-bas notre « *tintinnaghia* » en termes qui nous semblaient d'un lyrisme si outré, que nous supposions... ou qu'elle nous croyait encore dans la première enfance ou qu'elle y retombait. Des excuses lui sont dûes. Elle n'exagérait pas. Elle ne radote pas.

LA CHEVRETTE NOIRE. — Ne nous disait-elle pas que notre plante s'appelle chez les humains, *arba baronia* ? (1) Et je

(1) Le thym.

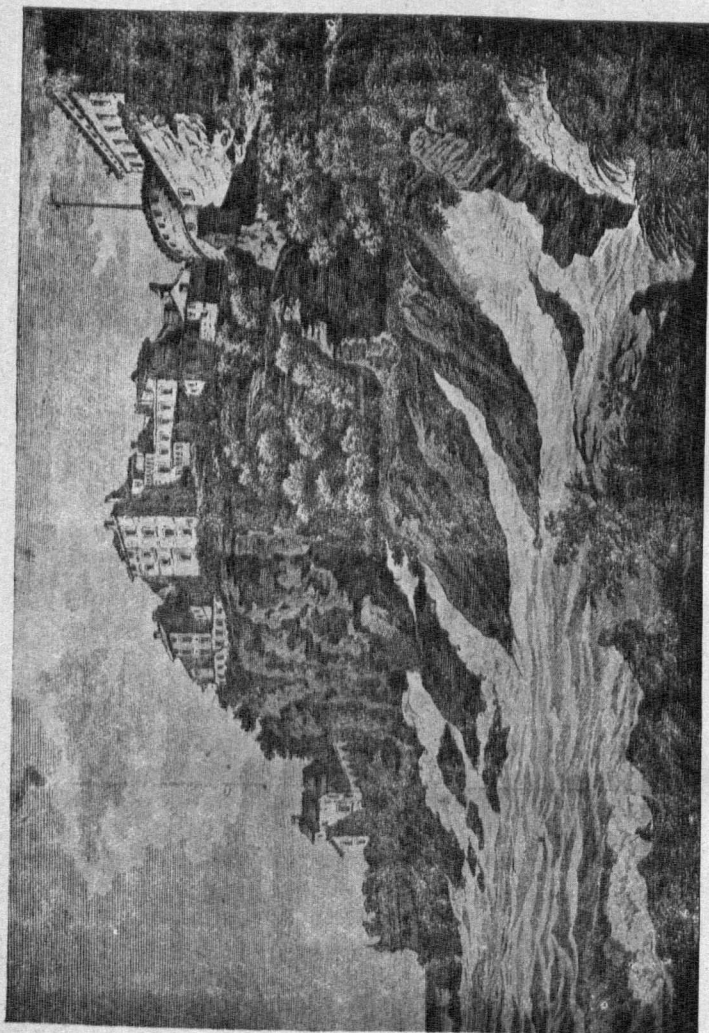
crois me souvenir qu'elle ajoutait (elle sait tout) que c'est la seule plante à qui les humains décernent un titre de noblesse.

LA CHEVRETTE ROUSSE. — Oui, la baronne des herbes. La plante noble entre toutes, marquée du signe de l'aristocratie : entre toutes discrète, quoiqu'elle ne le cède à aucune en parfum et qu'elle les dépasse toutes par la saveur.

TOUTES. — Régalez les humbles chèvres que nous sommes — et des dieux !

FIN DE LA PREMIERE PARTIE





Citadelle de Bastia

(Vue d'ensemble)

(D'après une gravure du XVIII^e siècle)

Le procès des Patriotes bastiais ⁽¹⁾

(AVRIL-MAI 1746)

PREMIÈRE PARTIE

I.

Au moment de raconter l'évènement mémorable qui coûta la vie à treize citoyens de Bastia et non des moindres, je suis pris de scrupule : faut-il nommer tous ceux qui ont joué un rôle dans cette grave affaire ? Oui, s'il s'agit des victimes ; c'est une réhabilitation pour elles. Mais les autres ? Faut-il les nommer aussi ?

Les actions sont personnelles : nul n'est responsable que de sa conduite. Tel est mon avis. Malheureusement dans une famille, tout se tient ; dans le bien comme dans le mal, le tissu est serré, l'honneur ou la honte rejaillit sur tous ses membres.

L'histoire impartiale ne devrait froisser personne, parce qu'elle est le dépositaire de la vérité et que ses enseignements profitent aux générations à venir, celles qui veulent en profiter, bien entendu.

Cette étude vient à son heure pour rappeler à la sympathique population bastiaise le calme et la modération dans les luttes politiques, le procès dont nous allons nous occuper ayant ses ramifications dans les luttes de parti. A cette époque, il y avait le parti génois ou gouvernemental et le parti corse ou patriote.

Je parlerai donc de Paolo, Pietro, Felice et Cecco et laisserai les noms patronymiques. Ce sont les chefs du parti

(1) J'ai eu la bonne fortune de posséder quelque temps les papiers de la famille Massesi, grâce à M. l'abbé Mordiconi; je l'en remercie cordialement.

Ces papiers renferment : 1° les mémoires de Massesi Joseph-Marie, grand chancelier de la Corse de 1764 à 1768 ; 2° des lettres de Pascal Paoli et de Louis Massesi. C'est une première source d'informations. La seconde, plus importante encore, est contenue dans les ouvrages publiés par la Société des Sciences historiques. Enfin le hasard m'en a fait découvrir une troisième à Gênes, en septembre 1923, un mince filet à la vérité, mais d'une limpidité de cristal qui précise les faits et établit les responsabilités : ce sont les instructions du gouvernement génois, inconnues jusqu'à ce jour, sauf une rapportée par l'abbé A. Rossi dans ses **Osservazioni Storiche**.

génois. Suivant Sébastien de Caraffa, qui a parlé en érudit de sa ville natale, ils se réunissaient dans une maison du Guadellu, appelée depuis *Casa nefanda*, du latin *nefandus*, c'est-à-dire chose dont il ne faut pas parler, maison scélérate, maudite.

II

De tout temps, on a admiré les peuples qui ont soutenu des luttes longues et acharnées pour être libres ; à ce point de vue, nous pouvons être fiers de nos aïeux : Sampieru et son fils se battirent durant seize ans. En 1729, plus de 5.000 patriotes s'étaient réunis à Saint-Pancrace (2) sous Furiani. Jamais on n'avait vu tant de Corses ensemble ! Ce fut le début de la guerre qui dura jusqu'en 1769 et qui se termina par la réunion de la Corse à la France.

La République de Gênes était riche. Elle avait des places fortes : Bastia, St-Florent, Calvi, Ajaccio et Bonifacio. Mieux que cela, elle pratiquait habilement l'art de diviser ses ennemis en opposant des Corses aux Corses. Le 9 août 1731, six mille Allemands firent lever le siège de Bastia. La guerre recommença après leur départ. En 1745, 1.500 hommes de troupes sardes, convoyés par une escadre anglaise, débarquèrent à Saint-Florent. C'était un secours providentiel. Attaquée par mer et par terre, Bastia dut se rendre. Cette reddition est le prélude des divisions qui agiteront la ville. Il est donc nécessaire de savoir ce qui se passa. Voici la relation d'un témoin oculaire : (3)

« Au mois de novembre 1745, Bastia fut bloquée par les Corses commandés par Dominique Rivarola, Gian Petru Gaffori et Aleriu Matra. Une escadre anglaise les secondait (4) ; elle jeta l'ancre à tir de pistolet de la citadelle. Les Bastiais et la garnison essayèrent de rompre le blocus, mais ils furent repoussés. Quelques coups de canon tirés contre les navires, sans dommages, irritèrent les Anglais qui ripostèrent. Les œuvres mortes furent ruinées, les canons de la place mis hors d'usage. Dans la nuit, on jeta des bombes incendiaires ; le feu commença à une heure de relevée et dura jusqu'au lendemain. A ce moment, un vent violent obligea l'escadre à prendre le large.

« Dans la citadelle, plusieurs maisons s'écroulèrent ;

(2) Aujourd'hui transformée en maison (vigne Ernest Lota).

(3) Massesi.

(4) Elle était composée de 8 bateaux de guerre.

d'autres furent incendiées ; c'était une désolation ! (*sic*). Les femmes surtout, atterrées par le bombardement, s'étaient réfugiées dans la cathédrale (5). A midi, une bombe cassa des pavés et des bancs dans l'église, mais, comme par miracle, ne blessa personne ; quant aux jeunes gens et aux hommes valides, ils étaient tous sur les remparts...

« En cette occasion, la ville ne donna aucun motif qui eût pu faire suspecter son dévouement. Le Commissaire général, par crainte d'être fait prisonnier, s'embarqua nuitamment sur une pinque, par un gros temps, abandonnant ainsi la population qu'il devait défendre.

« A la nouvelle de cette fuite, nous courûmes à la recherche de nos familles : l'agitation était extrême. Le Vice-gérant et les officiers ne savaient où donner de la tête ; nous les encourageâmes. Avec leur permission, nous ouvrîmes les prisons : Murati, Gentile et Galeazzi furent ainsi délivrés ; Arena, au contraire, fut tué.

« Le jour suivant les magistrats et la population s'assemblèrent pour prendre des mesures opportunes ; il n'y avait plus qu'une solution possible : s'unir à nos compatriotes de l'intérieur, et on jura à Saint-Jean de ne plus être sujets de Gênes.

« Rivarola prit gîte dans la maison Frediani (6), tandis que Gaffori logea chez Lucciani (7) et peu de temps après dans l'étage du Vice-gérant, le premier étant réservé au Commissaire général. Là était la salle du trône qui servait à la réunion des Etats (8) ; quant au frère de Gaffori, il logea chez nous (9).

« Soudain, on annonça l'arrivée d'Alérius Matra venant d'Ajaccio où il avait été envoyé pour s'emparer de la ville avec le concours des Anglais ; mais il n'avait pu dépasser Vizzavona où il fut battu par Ornano et Cuneo, commandants des troupes du delà des monts.

« Rentré en ville, il demanda avec instance le sac des magasins génois qu'il obtint après une vive discussion. Aux premières tentatives pour enfoncer les portes, on fit feu des fenêtres comme sur des voleurs ; quelques-uns furent tués. Persuadé par Gaffori, Matra se retira.

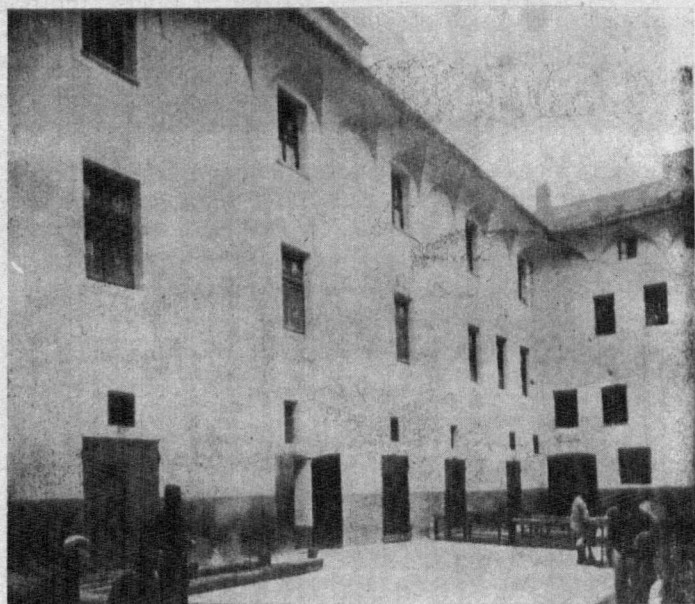
(5) Ste-Marie.

(6) Passée aux familles Casabianca, Raymond Donati, rue du Lycée.

(7) A Terra nova.

(8) Caserne Watrin, premier étage, au fond, à droite en entrant dans la cour.

(9) Maison Massesi, en ruines, à côté de celle dite du bourreau.



Cour intérieure de la Citadelle de Bastia
(aspect actuel)

(C'est dans ce bâtiment que se déroulèrent quelques-uns des événements
dont il est question dans cet article)



« Ce n'était pas fini : les enfants de Rivarola, en particulier sa fille, ursuline (10), qui s'occupait de politique, persuada son père que le trône devait être transporté dans la maison Frediani ; que le commandement en chef lui revenait comme étant le plus ancien. Gaffori s'y opposa et fit fermer les portes de la citadelle, tandis que les forces de Rivarola s'emparaient des maisons environnantes. Le feu dura cinq jours : il y eut des morts dans les deux camps. Sur l'intervention d'ecclésiastiques, il fut convenu que Gaffori et Rivarola quitteraient la ville ; ce qui arriva.

« Mais plusieurs citoyens de Bastia, pour entrer en grâce auprès des Génois, oublièrent leurs serments ; ils vivaient retirés et machinaient de rappeler leurs anciens maîtres. Dans ce but, ils insinuèrent à la population qu'il fallait rappeler les Génois et, pour leur donner une marque de sincérité, *faire arrêter les chefs du parti corse*.

« C'était par esprit de vengeance et d'envie (*sic*). Pour cela, on annonça une réunion générale dans la salle (11) du Vice-gérant. C'était d'ailleurs dans un but d'union, afin de trouver les ressources dont on avait besoin. Je note que les nouveaux magistrats étaient tous des partisans des Génois, ainsi que les chefs des corporations, celle des pêcheurs en première ligne.

« Une commission fut nommée. Nous nous disposions à rejoindre nos demeures, quand nous apprîmes que les portes de la citadelle étaient fermées et gardées par des hommes armés. On entendait des cris : « En prison ! En prison ! Vive le prince ! Vive Gênes ! ».

« Par crainte de plus grands malheurs, on y alla sans résistance ; on fit alors la *scelta* : « *Evviva la Repubblica, il nostro principe !* » vivats accompagnés de nombreux coups de fusil.

« Le 19 mars 1746, *il popolacciu*, excité par les chefs, ouvrit les portes de la prison ; nous étions 24. A la file, on nous fit passer sur deux gondolés prêtes à lever l'ancre ; on nous mit les menottes et on nous lia les pieds deux à deux.

« C'est dans ce misérable état que nous fûmes transportés à Gênes. La fortune fut contraire aux premiers ; ils furent exécutés dans la cour du palais de justice, la nuit du 6 au 7 mai 1746. Les autres restèrent 18 mois en prison et durent leur liberté à un mouvement populaire. »

(Traduit de l'italien).

MASSESI.

(10) Couvent des Ursulines, aujourd'hui caserne de gendarmerie centrale.

(11) Caserne Watrin.

III

Le récit de Massesi n'est pas complet. Rivarola et Matra, apprenant que la ville allait manquer à ses engagements en se livrant aux Gênois, étaient retournés sur leurs pas. Plusieurs citoyens pensaient que le meilleur moyen de se tirer d'embarras était de parlementer avec Rivarola et de faire occuper la citadelle par 150 hommes de sa suite. Rivarola était un ami ; il s'était opposé au sac des magasins par les gens de Matra. Mais la majorité de la population demandait les Gênois, n'importe à quel prix, et quand la députation dépassa la porte Saint-Joseph, elle fut accueillie par des coups de fusils, aux cris de : « *Traditori ! Abbassu li perruche ! Evviva, li barrette* ». Ce qui voulait dire : « A bas les bourgeois ! Vive les prolétaires ! ».

Il faut ajouter : 1° que Rivarola et Gaffori avaient exigé, comme condition de leur départ, que Bastia n'aurait jamais appelé les Gênois ; 2° Au moment de l'arrivée des Patriotes, le peuple jetait les casquettes en l'air en signe d'allégresse ; 3° A la première réunion tout le monde avait accepté l'ordre du jour du docteur Morelli « d'être unis dans la vie comme dans la mort » ; 4° Malgré cela, le peuple incarcéra 29 citoyens avec préméditation et guet-apens ; 5° Tous avaient juré dans l'église Saint-Jean de n'être plus sujets de Gênes et par suite, ils étaient coupables du crime de lèse-majesté au même titre que les prisonniers ; 6° Degiovanni visa juste quand il dit : « Ils nous ont fait arrêter pour cacher leurs propres iniquités (*sic*) ; 7° Enfin, la postérité ne comprendra jamais la distinction du Sénat de Gênes, puisque les deux partis avaient juré de ne plus reconnaître son autorité.

IV

Vingt-neuf citoyens de Bastia sont en prison. Pour eux, l'avenir est sombre ; ils savent par expérience que la République ne pardonne pas. Étaient-ils réellement coupables, puisque la ville avait été obligée de se rendre ? Le Commissaire général ne les avait-il pas couverts en abandonnant la place dans l'impossibilité de la défendre ? Les nouveaux magistrats lui avaient envoyé à Calvi une délégation pour l'informer que le peuple était disposé à livrer les prisonniers à la condition d'avoir la vie sauve. Le patron Ceccu alla à Gênes porteur de la même requête.

D'après Dupont, résident français à Gênes, le Commissaire répondit aux délégués : « Donnez-nous les preuves de

vosre sincérité. » — « Quelles preuves demandez-vous ? » — « Remettez les prisonniers, sans condition ». — (Lettre à d'Argenson, (27 février 1746).

V

En attendant la réponse du Sénat, entrons dans les cachots du château. Il y en a 4, peut-être 5 à cette époque, sombres, spacieux, froids avec de vieilles portes doublées de plaques en fer et percées de trous pour avoir vue dans l'intérieur. Ce sont les mêmes qui se sont fermées sur bien des innocents ! — Touchez-les, interrogez-les !...

En face de chacune d'elles, une embrasure largement évasée qui va en se rétrécissant comme une meurtrière. On a accès dans ces prisons par un escalier d'une vingtaine de marches et le frisson vous prend dès qu'on a franchi le premier échelon.

Les prisonniers sont : Gentile, Marengo, Sansonnetti, Limperani, Sari, Casella, Asdente, Massesi père et fils, Orbecchio, Guasco, Padovani, deux Sanguinetti, deux Luri, Morgantini, Bonis, Vincensini, Nunzi, Sisco, Lucciana, Rossi, Raffalli, Degiovanni et Bozio.

Cette liste se trouve aux Archives d'Etat à Gènes. Elle est suivie de la note suivante : « Les prisonniers qui manquent sont : 1° Sansonnetti Joseph, laissé en prison et consigné à Pietro Cardi ; 2° Giuseppe... on croit qu'il est resté en prison aussi ; 3° Pietru Lucciana relâché à cause de son grand âge ; 4° et 5° Raffaelli et Luri restés en prison, l'embarquement ayant eu lieu à la hâte par crainte de ou de contre-ordre. »

Les Protecteurs de la cité envoyèrent des explications au Sénat en l'assurant que ceux qui n'avaient pas été embarqués étaient en prison et que ses ordres seraient exécutés : « *Siamo disposti*, disaient-ils, *ad obedir con tutta la venerazione alle sempre saggie e adorabili deliberazioni delle nostre signorie serenissime.* »

Ce mot *adorabili* sent le courtisan et le froussard ; le chef des Protecteurs de la ville était Paolu.

VI

Le jour du départ des prisonniers, le libecciu soufflait en rafales éperdues, avec des hurlements sinistres à serrer les cœurs ; il semblait vouloir empêcher l'embarquement de ces infortunés. La haine politique, le désir de rentrer en faveur auprès des anciens maîtres et, il faut le dire aussi, le besoin qu'on avait de manger, furent plus forts

que le vent. Les quatre chefs de la ville s'étaient concertés au sujet de l'embarquement des prisonniers ; autour du château, nul ami, nul parent ne serait là pour donner l'alarme. Vers 4 heures du matin, les captifs quittèrent leurs cachots escortés par 50 de leurs concitoyens. Le R. P. Bozio s'échappa et se réfugia dans l'église de Sainte-Marie, d'où il fut extrait et remis en prison ; les autres contournèrent le château à gauche, descendirent par la Scaletta et débouchèrent dans le jardinet par une poterne qui existe encore. Quelques pas les séparaient à peine du rivage.

Ils partirent horriblement ballottés, en danger de se perdre. On n'osa pas cependant dépasser Capraja, où l'on s'arrêta cinq jours. Pendant ce temps, les prisonniers furent enfermés dans la chapelle dite la Madonna del Porto. Ils crurent un moment que leur vie était sauve : le patron Ceccu, retour de Gênes, leur avait communiqué le décret du Sénat dont voici la traduction :

VII

« Mémoire destiné au patron Ceccu, contenant ce qui lui a été signifié le 9 mars 1746 par le gouvernement de la République. Ce mémoire sera communiqué aux députés qui ont signé le mémorial du 15 mars échu et devra être connu de la ville de Bastia.

« La Sérénissime République de Gênes, malgré les nombreux actes de clémence dont elle a usé en faveur des habitants du royaume de la Corse, en général, a été toujours bien disposée, en particulier envers la cité de Bastia. Elle n'a pas sévi à la dernière rebellion, bien qu'elle lui ait causé de graves préjudices.

« Le peuple connaît, à présent, la cause de ses malheurs.

« Le gouvernement accordera l'amnistie à tous les habitants sans exception ; il exigera seulement des otages afin d'assurer la paix. Ces otages seront ceux qu'on a arrêtés ; s'ils étaient en liberté, rien ne pourrait nous garantir de nouveaux troubles.

« De toute façon le patron Ceccu rassurera les députés et les populations sur le sort des otages. Non seulement ils seront exempts de la peine capitale, mais ils n'auront à subir aucun désagrément en conformité du vœu populaire qui implore notre clémence.

« Les prisonniers serviront donc de caution. Cependant, s'ils se rendaient coupables de nouveaux actes de trahison, notre promesse serait caduque et nous serions libres de fixer leur sort.

« Le peuple de Bastia nous a donné une marque de fidélité en cette occasion ; on aurait eu raison de le suspecter, s'il avait agi autrement.

« De Capraja, on enverra immédiatement des secours en vivres et en munitions de guerre, *dès que les prisonniers seront en notre pouvoir.*

« Telles sont nos instructions au colonel Lorenzo Crétler. Celui-ci commandera un détachement de 40 soldats pour escorter les prisonniers jusqu'à Gênes. Nous n'oublierons pas d'envoyer des vivres et des munitions destinées à nourrir et à défendre la ville » (12).

Deuxième mémoire pour le patron Ceccu

« Puisque vous avez l'intention de vous arrêter à Capraja en passant, vous pourrez prendre à votre choix une des gondoles chargées de provisions. Vous vous entendrez, pour cela, avec le noble Gherardi qui a reçu l'ordre de mettre à votre disposition la gondole requise dans l'intérêt public.

« A Capraja, vous trouverez le capitaine Matteu que vous pourrez emmener avec vous, si les circonstances l'exigent. Ledit noble Gherardi devra donner des ordres en conséquence.

« Vous prendrez à bord un détachement de 100 hommes commandé par le capitaine Moretti, plus les 40 soldats du colonel Lorenzo Crétler. Vous introduirez ces troupes dans la citadelle de Bastia. Vous vous emploierez — nous n'en doutons pas — à consigner à la force armée les prisonniers pour être conduits, par le chemin le plus sûr et le plus court, au port d'embarquement.

« Vous devrez éviter tout conflit avec la population et faire usage du crédit dont vous jouissez auprès d'elle.

« Lesdits détachements devront s'établir dans la citadelle ; ils seront commandés par le capitaine Moretti en ce qui concerne les opérations militaires.

« Le colonel Crétler est chargé de conduire les prisonniers jusqu'à Gênes ».

(Traduit de l'italien).

VIII

Jusque-là, rien d'extraordinaire. Mais le langage n'est

(12) Ce mémoire a été rédigé avant l'embarquement des prisonniers. Il n'en contient pas moins la promesse formelle de vie sauve.

plus le même quand le Sénat parle à ses agents. C'est dans ces instructions que se révèle la mauvaise foi la plus indigne. Il était d'intelligence avec le patron Ceccu pour faire croire aux populations qu'il accordait la vie sauve aux prisonniers, quand son but réel était de les sacrifier.

Instructions
pour le magnifique colonel Lorenzo Crétler

« Nous vous confions un détachement de 40 soldats avec lesquels vous vous embarquerez pour Capraja. Vous y trouverez le capitaine Moretti à la tête de cent hommes avec leurs officiers ; vous y trouverez pareillement le patron Ceccu, chef du peuple de Bastia *qui est d'intelligence avec nous* et par le moyen duquel nous aurons, en notre pouvoir, les 29 détenus du château. Ces détenus sortiront par la porte qui vous sera indiquée par ledit patron Ceccu, que nous supposons être du côté du jardinet : c'est la route la plus courte.

« D'après le patron Ceccu, *le coup (il colpo) aura un plein succès*. Par le moyen des soldats et des sbires, vous ferez extraire les prisonniers de leurs cachots pour être conduits, sous bonne garde, au port d'embarquement où les attend une demie-galère et où prendront place le plus grand nombre des détenus. Les autres seront consignés sur un autre bateau, à votre choix.

« De concert avec le capitaine Moretti, vous userez de célérité et de précautions durant la traversée de Bastia à Gênes en distribuant vos hommes suivant les règles de la prudence.

« Les prisonniers ne devront pas être maltraités.

« Dans le cas peu probable où le patron Ceccu vous assurerait que le peuple de Bastia s'oppose à l'embarquement des prisonniers et qu'il n'est pas possible d'user de violence à cause du petit nombre de soldats dont vous disposez, votre détachement retournera à Gênes. »

IX

Enfin la dernière instruction confirme la précédente : le patron Ceccu était bien *d'intelligence* avec le gouvernement de Gênes.

Instructions pour le capitaine Moretti

« Vous êtes chargé de vous transporter à Capraja où vous prendrez le commandement de 80 soldats venant de Calvi. Ces 80 soldats seront portés à 100 par un prélèvement sur la garnison de l'île. Vous vous embarquerez sur la gondole du

patron Ceccu, chef du peuple de Bastia, *lequel est d'intelligence avec nous*. Il vous indiquera les moyens les plus sûrs pour vous emparer de Terra-Nuova sans délai.

« Toujours de concert avec lui, vous ferez extraire les prisonniers du château pour les conduire au port où vous trouverez une demie-galère et d'autres bateaux à votre disposition. Vous serez secondé par le colonel Lorenzo Crétler lequel est chargé d'escorter les prisonniers jusqu'à Gênes.

« Vous userez de célérité et prendrez les précautions nécessaires afin d'empêcher toute évasion. Le patron Ceccu vous donnera de vive voix de plus amples explications et vous prêtera son concours. Nous vous envoyons six sbires connaissant les personnes qui ont quitté la ville ; ils concourront à la réussite du plan concerté.

« Dès que l'embarquement sera terminé, vous retournerez dans la citadelle pour vous y établir à domicile. Grâce à votre courage et à votre expérience, vous la défendrez contre les Rebelles qui la bloquent en ce moment.

« Vous aurez le commandement de la place et la direction des opérations militaires jusqu'à l'arrivée d'un officier ayant un grade supérieur au vôtre.

« Si, dans le cas peu probable où le patron Ceccu assurerait que le coup prémédité — « *il meditato colpo* » — ne pouvait réussir, vu le petit nombre de soldats dont vous disposez, vous retournerez à Capraja où vous séjournerez jusqu'à nouvel ordre ». (Extrait des Archives d'Etat, à Gênes, septembre 1923).

(Traduit de l'italien).

X

Après de pareils témoignages, il n'est plus possible d'accorder des circonstances atténuantes au patron Ceccu. C'est lui qui a conseillé, c'est lui qui a agi, c'est lui le bourreau.

Bien avant ce jour, il avait fait le coup de feu contre les Cap-corsins patriotes. Onze habitants de Roglianu avaient attaqué les Génois ; grâce à un stratagème du patron Ceccu, ils furent pris, conduits à Bastia et pendus.

Rostini a écrit que ce patron était altéré du sang de ses compatriotes. C'est lui qui avait préparé *il meditato colpo* ; c'est sur lui que l'on comptait pour le faire réussir. Il visita le major Gentile, l'engagea à conserver sa charge : « de toute façon, il n'avait rien à craindre pour sa personne ». Quelques jours après, il le faisait arrêter quoique âgé de 78 ans !

Une lettre de Dupont, en date du 18 mars 1746, dit

que le patron Ceccu a la plus grande part dans la révolution qui a eu lieu en faveur des Génois.

La chronique de ce temps a oublié de nous renseigner sur les sommes qu'il a encaissées au service de la République Sérénissime.

DEUXIEME PARTIE

I

Les prisonniers sont arrivés à Gênes. Leur débarquement a eu lieu dans la nuit « *con meno strepito* ». Gentile, Marengo, Sansonnetti, Asdente, Lucciana, Sari, Degiovanni, Limperani, Raffalli, Casella, Bonis, Giuseppe et Salvator Luri sont enfermés dans la tour (*carceribus turris*) ; les autres dans les cachots *del palazzo criminale*.

Ce « palazzo » est affecté aujourd'hui aux Archives d'Etat; les salles sont remplies de liasses de documents. L'une d'elles, dite Sala di Corsica, est des plus belles ; au premier étage, on trouve le *cortile* ou courette, insignifiante par sa surface, mais peuplée d'atroces souvenirs.

La tour a servi de prison jusqu'à ces derniers temps. Elle est de sinistre aspect et de sinistre mémoire. En face de la tour, et séparée seulement par la rue, a été bâtie l'église métropolitaine de San Lorenzo, en style gothique du meilleur effet. L'archevêché fait corps avec l'église et a vue, au sud, sur la place Umberto. Les prisonniers du palazzo pouvaient passer de leur prison dans le palais de justice en quelques secondes ; du palais de justice dans la fatale courette, en traversant la chambre du *boya* ou bourreau.

Quand on a démoli les vieux escaliers du palais, on a trouvé des squelettes humains. Or si on ensevelissait les condamnés sous les escaliers, il n'est pas illogique de penser qu'il n'y avait plus de place dans les caves. Le sous-sol de San-Lorenzo et les caves du *palazzo criminale* étaient de vrais charniers.

II

Le procès commença le 30 mars 1746, interrompu et repris le 14 avril sans discontinuer jusqu'au 1^{er} mai 1746.

Voici quelques dépositions :

1^o Giuseppe Figarella : J'ai été chargé avec Pietru Cardi, de Cardo, de transporter les prisonniers à Gênes sur deux gondoles ; nous sommes restés 5 jours à Capraja, à cause du mauvais temps. Les prisonniers avaient beaucoup souffert en mer. A peine débarqués, nous les avons enfermés dans

une chapelle. Le patron Ceccu, retourné de Gênes, leur fit voir le décret du Sénat qui leur accordait la vie sauve.

Tel n'était pas l'avis d'Odoardi : « On nous a vendus comme bêtes à boucherie », disait-il.

Figarella continue. « Après le départ de Gaffori, Rivarola et Matra, on réunit toutes les corporations des arts et métiers pour nommer un Conseil de 40 membres. La population de Bastia s'était réunie dans l'oratoire de Sant'Eramu. Le Docteur Morelli « *feci una gran parlata* », c'est-à-dire prononça un grand discours qu'on peut résumer ainsi : « Nous sommes tous solidaires ; restons unis dans la vie comme dans la mort. » « — Oui ! oui ! » répondit-on de tous côtés. A cette réunion assistaient la plupart des prisonniers. Le peuple ne voulut, à aucun prix, remettre la place à Rivarola. Alors, on réunit de nouveau le Conseil dans la citadelle pour nommer d'autres inquisiteurs ; cent lires d'amende serait infligées à ceux qui ne répondraient pas à l'appel. La réunion eut lieu dans la salle du Vice-Gérant. C'est à ce moment qu'on arrêta les prisonniers. »

2° Pietru Cardi : « Je suis l'instigateur du rappel des Génois de concert avec Paolu. J'ai offert le commandement de la plèbe au patron Ceccu, qui resta un moment indécis, puis accepta. Celui-ci était chargé de capturer, *avec artifice*, les chefs du parti contraire complices de Rivarola. C'est moi qui ai gardé les prisonniers toujours de concert avec Paolu « *affezionatissimo alla Repubblica* ».

3° Grisante Volpajola : « Le patron Ceccu me fit appeler et me confia ses projets. Je lui conseillai de réunir l'assemblée et sur un signe de lui « *avendomi fatto cenno, il patron Ceccu* », j'arrêtai les principaux chefs : Marengo, Vincensini, Rossi, Guasco et Sari furent cueillis chez eux par nos détachements ».

3° Carlu Gavi : « Les chefs du complot étaient Felice, Paolu, Ceccu, Stefanu, etc. ».

5° Capitaine Romanelli : « Gaffori s'écriait : « Signori e compagni già che Iddio ci ha liberati dal gioco tirannico dei Genovesi bisogna a stare uniti. Evviva ! Evviva ! E molte persone buttavano i cappelli in aria, in segno d'allegrezza ».

6° Lucciana Francescu Maria : « *Io non so ne ribelle ne altro, ne mai ho avuto tale intenzione ; ho operato per forza ; la Repubblica farà cosa vuole ; bisogna che ci stia !* »

7° Franscescu Maria Gentile : « Il est bien vrai que j'ai fait cuire du pain pour Rivarola, mais d'accord avec les magistrats inquisiteurs. Je n'ai rien à me reprocher. Si je suis en prison, c'est par la volonté de mes ennemis (*i miei male-*

voli). Le podestat et le patron Ceccu vinrent me trouver et me prièrent de reprendre mes fonctions de major ; le patron Ceccu m'assura que, personnellement, je n'avais rien à craindre. *Chi ci ha consegnati, non è il popolo, ne la città, ma sono alcuni ladri, nostri nemici* ». Il avait 78 ans.

8° Antonio Marengo : « *Una turba di 150 dei piu miserevoli dell' infima plebe ,suscitati da alcuni cittadini, hanno fatto la loro combricola ; fui arrestato in casa mia per i piu vili e ladri del popolo, istigati da i miei piu fieri innemici che sono Pietro, Paulo, Cecco e Felice. Nel paese ove la vendetta è passata nel sangue, si fanno processi pieni di falsità. Non è il popolo che ci ha consegnati, ma quattro birbanti.*

9° Antonio Maria Asdente : « Sansonnetti nous a lu le décret de vie-sauve ; si le patron Ceccu nous a trompés, je n'ai plus rien à dire ».

10° Leonardo Degiovanni : « Nos ennemis, en nous mettant en prison, pensaient couvrir leurs propres iniquités » (*sic*).

11° Antonio Battista Raffalli : « Les témoins sont mes ennemis : **una manica di ladri** ».

12° Limperani : « Je ne connais pas le motif de mon arrestation ; on m'a dit que c'est par ordre du patron Ceccu ».

13° Luri : « J'ai été chargé des munitions et j'en ai disposé par ordre : *non ho mai parlato della Repubblica*. Ceux qui l'affirment sont des menteurs. J'ai dû obéir aux ordres de Gaffori malgré moi, **per forza** ».

III

Je crois inutile de citer d'autres dépositions : *il n'y en a aucune des quatre chefs*. Le jugement du Sénat fut rendu le 5 mai 1746 ; les voix se répartirent ainsi :

1° Gentile, condamné à avoir la tête tranchée par 18 voix contre 4.

2° Marengo, condamné à avoir la tête tranchée par 17 voix contre 5.

3° Sansonnetti, condamné à avoir la tête tranchée par 20 voix contre 2.

4° Rossi, condamné à avoir la tête tranchée par 18 voix contre 4.

5° Asdente, condamné à avoir la tête tranchée par 19 voix contre 3.

6° Lucciana, pena di forza (pendu) par 16 voix contre 6.

7° Bozio, pena di forza (pendu) par 18 voix contre 4.

8° Degiovanni, pena di forza (pendu) par 19 voix contre 3.

9° Sari, pena di forza (pendu) par 15 voix contre 7.

10° Vincensini, pena di forza (pendu) par 19 voix contre 3.

Ajournés : Casella, Luri, Massesi, Orbecchio, Raffalli, Sanguinetti, Bonis, Sisco, Morgantini, Nunzi, Padovani.

Morts en prison *di stento e di strazio* (privations et mauvais traitements) : Limperani (13), Guasco, Sanguinetti (deuxième de ce nom) ; il y avait aussi deux Luri (frères) et deux Massesi (père et fils).

Le major Gentile fut surtout l'objet des plus vives sollicitations : deux de ses enfants étaient officiers sur le continent. On parla de l'intervention d'un gouvernement étranger en sa faveur, ce qui aurait sauvé tout le monde, car Gentile était le major de la place, par conséquent le plus coupable aux yeux de la République. Son avocat s'appelait Cesaretis ; il écrivit à Mme Gentile : « Sia contenta e allegra ; presto sara consolata ».

En cette occasion, le Sénat consulta les hommes les plus compétents de la Ligurie. Durazzo envisagea le cas de Gentile à tous les points de vue, même s'il ne convenait pas de le faire mourir par le poison.

L'ajournement sauva les autres prisonniers. Un mouvement populaire éclata à Gênes ; dans les rues, on criait : « Barbaro ! Barbaro ! Flagello di Dio ! »

Qui était-ce Barbaro ? Le Sénat. Et pourquoi ce fléau de Dieu ? Parce que trois sénateurs qui avaient jugé dans le procès des patriotes avaient été foudroyés par des attaques d'apoplexie et qu'un régiment de cavalerie génois avait été anéanti sous Parme par le général Batta.

IV

A la nouvelle de cette effroyable exécution, la consternation fut générale en Corse : « *Fece rumore la strage dei miseri bastiesi* ». M. de Guymont annonce que les deux partis en sont venus aux mains et qu'il y a eu cent morts ». La nouvelle était fausse.

Rivarola et Matra resserrèrent le blocus ; il était défendu, sous peine de mort, d'apporter à Bastia, du blé, de la viande et des fruits. Les campagnes environnantes furent dévastées et la ville vécut « *nelle angustie* », c'est-à-dire de privations. Voici à ce sujet une lettre d'Antoine Carbuccia à son fils : « *La città grida fame ritrovandosi senza grano e senza danaro ; se Iddio non provvede, siamo a gattivi termini* ».

(13) Limperani était beau-fils de Marengo.

La ville, en effet, était réellement affamée et allait être obligée de se rendre quand l'arrivée d'une troupe française fit lever le siège.

Le Sénat avait rendu son jugement le 5 mai avec ordre de procéder immédiatement aux exécutions dans le plus bref délai possible, avant le 15 mai, limite extrême.

Pour le supplice, on avait proposé le Cortile, le Lazaretto ou *il Molo Vecchio*. Le Cortile l'emporta par 14 voix contre 8, avec la faculté de se servir des salles du palais de justice.

Le bourreau ne perdit pas de temps ; dans la nuit du 6 au 7 mai, tous les condamnés avaient cessé de souffrir. Cinq furent pendus dans la courette et cinq décapités dans un salon du palais.

L'inhumation eut lieu le lendemain dans l'église de San Lorenzo. Les actes de décès se suivent et se ressemblent, celui du major Gentile en tête :

Die 7 mai, anno 1746.

Franciscus Maria Gentilis quondam Micæalis Angeli anorum circiter 78. per sententiam Serenissimorum Collegiorum (14) in palatio criminali capite abscisso mortuus est in comunione sanctæ matris Ecclesiæ et cadaver sepultum fuit in nostra ecclesia (15).

*
* *

Les dix têtes furent exposées comme trophées, dans des cages en fer, à la porte de l'Arco jusqu'en 1800, soit durant 54 ans. A ce moment Christophe Saliceti, commissaire de la République française à Gênes, les fit ensevelir en grande pompe ; toutes les autorités de Gênes suivirent le cortège. Les patriotes étaient vengés !

Personne ne gagna rien dans cette affaire, ni bourgeois, ni prolétaires. La formule de salut avait été cependant trouvée par le docteur Morelli : « Soyons unis dans la vie comme dans la mort ! Si nous formons bloc, la République ne pourra sévir ».

Comme il avait raison le bon docteur !

Dans la ville meurtrie, un tiers des habitants avait fui, un quart des habitations était endommagé ou détruit par dix-sept heures de bombardement et une morne tristesse pesa lourdement sur elle, comme un remords.

D. FUMAROLI.

(14) Il s'agit des Sérénissimes Collèges.

(15) Ce texte nous a été communiqué par le regretté Fernand de Limperani.

Une opération de police en Corse en 1808

AVANT-PROPOS

La Corse vient d'être l'objet d'une opération de police, qui, à en croire les habitants, sans aucun parti-pris, devenait nécessaire et urgente. Tous ceux qui revenaient de l'île, des arrondissements d'Ajaccio et de Sartène, se plaignaient de l'insécurité qui y régnait, de l'audace impertinente dont quelques contumax faisaient preuve et de la terreur qui paralysait les villages, voire même Ajaccio. Qui oserait nier que la responsabilité n'en retombât sur les autorités elles-mêmes et sur le gouvernement qui avaient laissé le mal empirer, par faiblesse ou par indifférence ? Les mêmes faits se seraient produits dans n'importe quel département si les pouvoirs publics avaient traité avec la même longanimité les auteurs des délits. L'impunité prolongée encourage les criminels. On en a eu la preuve dans cette Corse où l'amour de l'ordre et le goût de la justice sont les marques caractéristiques de sa civilisation. Le ministre actuel a enfin compris qu'il s'agissait de l'honneur de la France et du salut de toute une région française et qu'il n'était pas possible de supporter plus longtemps les défis que lançaient, avec un cynisme justifié, quelques hors la loi à la puissance gouvernementale. On a reproché au Président du Conseil d'avoir agi avec des moyens exagérés, trop de sévérité et beaucoup d'arbitraire. On oublie vraisemblablement que le mal devait être plus grand encore qu'on ne l'a dit et que le programme de répression a dû être connu et approuvé par ses deux collègues du cabinet, nos compatriotes, MM. Landry et Pietri, défenseurs légitimes de leurs électeurs corses. Il faut au contraire se réjouir que notre petite patrie retrouve enfin la tranquillité et la sécurité qu'elle avait perdues, féliciter le gouvernement d'avoir employé la méthode intelligente, chère à Lyautey, « de montrer la force pour n'avoir pas à s'en servir » et souhaiter que le mouvement touristique, source de profits pour tous les habitants, reprenne son essor interrompu par la crainte et la dif-famation.

Ces événements regrettables, sur lesquels la *Revue de la Corse* tenait à donner son opinion, ont inspiré à notre excellent collaborateur, M. Franceschini, chef du secrétariat du Conseil municipal de Paris, dont nos lecteurs ont déjà lu l'intéressant article sur le soulèvement de la Crocetta, le désir de publier les notes qu'il possédait sur un fait historique, comparable à celui que nous commentons ci-dessus, et qui se produisit au temps de Napoléon I^{er}. Mais si les deux opérations de police de 1808 et de 1931 ont par leurs origines quelques ressemblances, nous sommes assurés que celle de notre temps n'aura pas les mêmes conséquences. Nos lecteurs ne liront pas sans un réel intérêt le récit de M. Franceschini.

A. A.

Dans la nuit du 21 au 22 mai 1808, une colonne de gendarmerie, commandée par le lieutenant Emily, traversait le village d'Isolacciu en Corse, quand elle fut accueillie par une vive fusillade. Les événements de ce genre n'étaient pas rares en Corse à cette époque. Généralement, quand la

population attaquait les gendarmes, c'était pour leur enlever les conscrits réfractaires alors nombreux, qu'ils avaient réussi à arrêter. Il en avait été ainsi à Olmetu, à Bocognanu, à Piedicorte, à Carhini, dans vingt autres communes.

Le gouverneur de la Corse, général Morand, n'hésitait jamais en pareille circonstance. Les pouvoirs de haute police qui lui avaient été donnés lui permettaient d'ailleurs, presque sans aucun contrôle, toutes les sanctions. Et il en usait. D'ordinaire, il faisait occuper par une colonne mobile le village où l'attaque s'était produite ; dans les cinq jours, les habitants devaient livrer les coupables et, en plus, 50 ou 100 fusils et 50 ou 100 stylets. Comme garantie d'exécution, il se saisissait de quelques notables et attendait la soumission.

Il avait du reste pris un arrêté ordonnant le désarmement général du pays, mais, il faut bien le dire, cet arrêté restait lettre morte. Le préfet Arrighi, qui n'aimait pas Morand et qui supportait mal son autorité, contrecarrait autant qu'il le pouvait ses décisions. Non sans une certaine ironie, il avait écrit à son ministre « que cette disposition ne lui paraissait nullement propre à rassurer les bons citoyens » et il remarquait « que les méchants, les condamnés, les individus frappés de mandats d'arrêt qui sont toujours armés dans les maquis allaient devenir plus forts que les bons citoyens qui n'ont pas le droit de voyager en armes ».

Et quand Morand avait pris un autre arrêté pour décider que « tous les prévenus d'assassinats commis en Corse pour cause de vendetta ou sur la personne d'un fonctionnaire public, seraient jugés par une commission militaire », le préfet Arrighi avait souri également.

« Les mesurés prises par le général Morand, écrivait-il au ministre, auront, j'espère, d'heureux résultats. Elles sauront arrêter le désordre et anéantir les assassins. Autant il m'est pénible, Monsieur, d'avoir aujourd'hui à mettre sous vos yeux des détails affligeants, autant alors il me sera doux de vous annoncer que nous jouissons d'une tranquillité parfaite. »

Morand laissait dire, mais il agissait et quand sa main de fer s'abattait, personne ne pouvait se vanter d'échapper à sa rigueur.

Quand il apprit le guet-apens d'Isolacciu, Morand résolut d'infliger un châtement exemplaire. Il s'y décida d'autant mieux qu'il avait eu, jusque là, une condescendance marquée pour les gens du Fiumorbu, dont Isolacciu était en quelque sorte la capitale.

Le Fiumorbu était alors une des régions les plus sauvages de la Corse. Situé dans la partie centre-orientale de l'île, pays de montagnes, de ravins, de forêts impénétrables, de villages perchés, à peu près inaccessibles, privé de routes, il était habité par une population rude, violente, restée de tout temps rebelle à toute autorité.

En Corse même, la réputation des Fiumorbais ne laissait pas d'inquiéter leurs voisins. Morand, pourtant s'était mis en tête de les séduire et de les ramener par une diplomatie personnelle vis-à-vis des chefs, qui n'était pas sans contraster vivement avec ses habitudes dans les autres occasions.

Pendant les premières années de son gouvernement, il lui sembla qu'il avait réussi et plusieurs de ses rapports témoignent de la satisfaction qu'il en éprouvait. Il lui était même arrivé un jour de citer le Fiumorbu à l'ordre du jour de la Corse.

*
* *

Le coup de force du 21 mai 1808 l'exaspéra. Était-ce, comme il s'en persuada, le fait de toute une population ou seulement un coup de quelques mauvaises têtes ? on ne saurait le dire. Toujours est-il que le fils de l'ancien juge de paix, Martinetti, accusé d'avoir joué un rôle assez trouble dans l'affaire, fut arrêté.

Le capitaine Sabini, de la 1^{re} Compagnie du bataillon corse du Golu, commandant militaire du Fiumorbu, se porta fort de l'innocence de l'inculpé. S'autorisant de sa situation officielle dans le pays, il réclama l'élargissement du prisonnier qui, aussitôt libre, gagna le maquis.

Informé de ce qui se passait, le général Morand, qui se trouvait à Vivario, manda aussitôt Sabini. Celui-ci obéit, mais en se faisant accompagner d'une trentaine de paysans, armés bien entendu, puisque tout le monde, en Fiumorbu, en dépit des arrêtés du gouverneur, portait le fusil.

Irrité de cette attitude, Morand fit disperser la troupe, arrêter Sabini et le traduisit incontinent devant une commission militaire, comme coupable d'avoir trahi le gouvernement dans ses fonctions de commandant militaire du Fiumorbu. Le 22 juin, le malheureux Sabini fut condamné à mort et le jugement, confirmé le lendemain par le conseil de révision, fut exécuté le 24, sur la place de Corte.

Mais, pendant que l'information se poursuivait contre Sabini, Morand procédait à une autre répression qui n'allait plus, cette fois, s'appliquer à des individus, mais à toute une population.

Aussitôt informé de l'attaque qui s'est produite contre ses troupes, il dirige deux compagnies sur le Fiumorbu avec des instructions d'une rigueur exceptionnelle. L'ordre était déjà rétabli.

Car le maire, Francescu Filippu Valentini, qui avait compris un peu tard la gravité de la situation, avait fait filer vers le maquis les auteurs du guet-apens. Mais Morand n'entendait pas que l'affaire se réglât par la présence au maquis de quelques bandits de plus. Le 1^{er} juin, il vient en personne à Issolacciu et fait comparaître le maire. Celui-ci, tremblant, fait à sa manière le récit de ce qui s'est passé dans la nuit du 22 au 23 mai. Il s'agit de cinq ou six mauvais sujets et de quelques déserteurs qui ont en effet fait feu sur la gendarmerie. Et sans doute le maire ne ment pas. Il donne même les noms des individus coupables. Sur l'ordre de Morand, le capitaine Bonelli fait l'appel nominal de ceux que Valentini vient de désigner. Aucun naturellement n'est présent. Sur un nouvel ordre de Morand, Bonelli fait rassembler la population du village et des hameaux voisins et on procède à un nouvel appel nominal, de tous les habitants cette fois, puis on les fait passer dans l'église. Quand ils sont tous réunis, l'église est cernée par la troupe et tout le monde — 167 individus — est arrêté. Sous la prévention: « d'avoir été, de tous temps, les auteurs et les fauteurs des révoltes et insurrections dans le canton, de s'être rendus coupables de vols et brigandages à main armée sur les routes et d'avoir fait feu en rassemblement contre la gendarmerie, dans la nuit du 21 au 22 mai 1808 ».

Aussitôt, les 167 individus, encadrés par la troupe, et malgré les cris des femmes et des enfants, sont conduits à Corte, puis à Bastia — où on en retient vingt-six sur lesquels on fait peser les charges les plus accablantes — enfin à St-Florent où, sans autres formalités, le 10 août, ils sont jetés sur un bateau — la *Danaë* — transportés à Toulon et enfermés à la Grosse tour, en attendant leur transfert en masse à Aix-en-Provence d'abord et, finalement, à la prison d'Embrun.

A cette répression violente, sans exemple, Morand qui, à ce moment, a évidemment perdu le contrôle de lui-même, en ajoute une autre. Il fait arrêter, à Bastia même, 34 militaires du 1^{er} bataillon des chasseurs du Golu, tous originaires du Fiumorbu, sous l'inculpation « qu'ils allaient exécuter leurs projets de désertion avec armes et bagages pour rejoindre quelques-uns de leurs camarades en état de révolte dans le Fiumorbu ».

Pour ce qui est des vingt-six qu'il a retenus et des huit

dont le maire Valentini avait donné les noms mais dont il n'avait pu se saisir, Morand constitua le 23 juin une commission militaire analogue à celle qui, la veille, avait condamné à mort le capitaine Sabini. Le 4 août, cette commission se réunissait. Le lendemain, à une heure après minuit, le jugement était prononcé. Dix-sept des accusés étaient condamnés à la peine de mort :

Charles Jean Laurelli,
Simon Brando Colombani,
Joseph Antoine Alessandri,
Ange Michel Micaëli,
Pierre Saint Alessandri,
Antoine Philippe Micaeli,
Jean Etienne Pietri,
Charles Philippe Manfredi,
Paul Saint Leandri, dit Giacomi,
plus les huit contumax.

Le jour même, à six heures du matin, sur la place de Corte, à Bastia, le jugement était exécuté et neuf condamnés étaient passés par les armes. Les 17 autres accusés étaient acquittés, la commission militaire « n'ayant pas de preuves suffisantes de leur culpabilité ».

Ainsi frappait la « justice » de Morand. Cette répression impitoyable, cette déportation en masse de la population de tout un village ne pouvait manquer de produire, non seulement en Corse, mais à Paris, une impression profonde. Dans les bureaux de l'arrondissement de Police, on n'avait encore vu nulle part une mesure aussi brutale. Déjà, au reçu du jugement qui avait condamné Sabini, on s'était ému. Une note pour le Ministre avait fait remarquer que le jugement n'était précédé d'aucun considérant.

« On n'avait, disait la note, aucune raison de douter que Sabini ne fût coupable. Mais la manière dont le jugement est libellé pourrait avoir des conséquences très funestes. L'intérêt de l'Etat et la tranquillité des citoyens exigent qu'une condamnation n'annonce jamais d'arbitraire ».

A la nouvelle de la condamnation des Fiumorbais, l'émotion redoubla à Paris et on se décida à demander des explications, non point à Morand, mais au Préfet. Pour une fois, Pietri se trouva d'accord avec le général. Déjà, par une lettre du 10 juin, le sous-préfet de Corte, Sébastiani, de la Porta, avait appelé l'acte de Morand « une mesure de rigueur », mais Pietri se montra plus catégorique encore.

« Les habitants du Fiumorbu, écrivait-il, sans se constituer en état d'insubordination ouverte, se faisaient remarquer par les difficultés et les prétextes les plus astucieux

qu'ils opposaient sans cesse à l'exercice des lois sur la conscription et les contributions.

En raison de l'absence de troupes et de l'expérience qu'il avait acquise du passé, le général Morand avait usé de ménagements et fait confiance aux plus influents en leur donnant des emplois et des grades.

Tous les rapports que j'ai reçus jusqu'à ce jour me confirment dans l'assurance que la mesure de rigueur dont je viens de vous informer produira des effets salutaires propres à ramener les habitants du Fiumorbu à l'esprit de soumission et de docilité qui caractérise les autres administrés du département ».

Dans une nouvelle lettre du 23 juillet, répondant à une demande de renseignements de la police générale, Pietri maintenait son appréciation : « La mesure prise par M. le général Morand contre les habitants d'Isolacciu a rencontré l'approbation universelle des habitants de ce département de la Corse » et, six mois plus tard, malgré tout ce qui pouvait le séparer de Morand, Pietri devait persister à lui donner raison dans cette malheureuse affaire.

Le Maire d'Isolacciu, Valentini, tandis qu'on le transférait avec tous les autres prisonniers à la prison d'Embrun, avait adressé au ministre de la Police une protestation : « Votre Excellence, écrivait-il — ou plutôt faisait-il écrire, car seule la signature de la lettre est de sa main, — Votre Excellence verra-t-elle de sang-froid la proscription d'une commune entière, un prêtre arraché de l'autel, cent septante cinq malheureux traînés sans délits, sans jugement, parmi lesquels vingt malheureux septuagénaires et octogénaires, sans hardes, sans argent ». Il se révoltait contre une mesure « qui n'était pas dictée par la justice, mais par la passion haineuse » et il suppliait « qu'on rendit compte au monarque dont la naissance a rendu le nom de notre patrie si respectable et si cher aux siècles à venir ». Les habitants d'Isolacciu n'avaient qu'un but « l'aimer, le servir, obéir à ses lois. C'est ce que nous faisons, ce que nous apprenons à nos enfants. Il ne voudra pas que, quand la France jouit des bienfaits de sa justice, une portion de sa patrie souffre sous le glaive du despotisme et de la tyrannie ».

Confidentiellement on avait communiqué cette lettre à Pietri, mais il n'avait pas varié dans son opinion.

Valentini avait été nommé par Morand, en l'an XII, lieutenant d'une des compagnies de chasseurs Corses. En 1807, il l'avait proposé à Pietri pour la place de Maire, et Pietri avait acquiescé. Mais Valentini « n'avait point fait preuve de bonne volonté ». Il avait, par contre, donné « toutes les

certitudes d'insuffisance ». De cela pourtant Pietri l'excusait. « Dans une commune résultante (*sic*) de cabanes éparées dans des gorges de montagnes et au milieu des bois, on ne pouvait espérer mieux ».

Mais sur le reste, Piétri est catégorique :

1° les habitants d'Isolacciu, soit pour ne pas payer les contributions, soit pour dévaster avec leurs bestiaux les biens d'autrui et en jouir gratis, donnaient annuellement des inquiétudes à l'administration de la police et à la justice ;

2° Le général Morand a été pendant cinq ans leur bienfaiteur et leur protecteur, au point que dans des conférences particulières, plusieurs fois je crus de mon devoir de lui faire observer que ces paysans abusaient de ses bontés ;

3° malgré toutes les peines qu'il s'est données pour les porter à devenir des citoyens paisibles, ils se montrèrent toujours plus insolents, pensant peut-être que le peu de troupes qui se trouvent dans la 23^e division militaire n'étaient pas capables de les contenir ».

Et Piétri ajoutait :

« Je ne saurais pas entrer à discuter sur le degré de culpabilité de chacun des individus. Le fait est que la conduite des habitants d'Isolacciu a été de nature à entraîner des troubles dans les autres communes, si en général ces habitants n'eussent été méprisés et regardés comme des véritables brigands. Aussi le département a vu avec satisfaction qu'ils aient subi une punition exemplaire ».

La cause est donc entendue. Pour brutale qu'elle ait été, la « justice de Morand » a été l'expression de la « justice ».

*
* *

Tout de même, il sera difficile, pour ne pas dire impossible de le suivre jusqu'au bout et de couvrir les rigueurs inouïes auxquelles furent soumis les malheureux déportés.

De Toulon, on les avait traînés à Aix et, finalement, à Embrun où une immense prison d'Etat les recueillit. Il y avait là, déjà, 465 détenus, mais le directeur consulté avait répondu « qu'elle pouvait en contenir mille ».

Quand ils y arrivèrent, comme un troupeau, exténués, presque sans vêtements, ils se trouvèrent presque aussitôt attaqués, dit une note administrative sans signature (1) « par une maladie occasionnée par les fatigues de la route, le

(1) Arch. Nat. F⁷ 8558.

séjour dans les prisons, le chagrin et l'abattement d'esprit ».

Il y avait dans ce troupeau des gens de tous les âges. Pas d'octogénaires ainsi que l'avait dit Valentini, mais plusieurs septuagénaires de 70 et 76 ans, et, avec eux, des jeunes gens, presque des enfants, quelques-uns de 15 et 17 ans. La maladie fit parmi eux des ravages terribles. Le 16 décembre 1808, ils n'étaient déjà plus que 133. Au 31 décembre, seize avaient encore succombé.

Le baron de La Doucette, préfet des Hautes-Alpes, ne resta pas insensible devant cette détresse. Dès le 28 décembre, il avait fait entendre un cri de pitié. (2) Le 4 février 1809, il avait signalé « leur malpropreté dégoûtante, leur nudité presque entière, leur moral fortement attaqué... » Il avait demandé leur sortie d'Embrun et fait observer que « les enfermer ainsi en masse dans une maison centrale, c'était les exposer à une mort certaine. » Sa voix n'avait trouvé aucun écho. Ou plutôt si. Dans les bureaux de la police générale, on avait rédigé une note pour le ministre (3). Tout y était exposé. On proposait d'habiller les prisonniers, car il n'était que trop certain que si on voulait les confier à des cultivateurs ou à des artisans « ils ne se décideraient que difficilement à les employer s'ils les voyaient dans cet état. » Mais comme toujours, dans ces notes, on reproduisait les raisons de leur arrestation et les craintes de les voir rentrer dans leur pays où leur retour éventuel était peint sous les plus sombres couleurs. On mit en marge de la note le mot terrible « classer ». On se borna à demander au préfet « de les faire interroger pour connaître leurs moyens et savoir à quoi, éventuellement, ils seraient propres ? »

Et la pierre retomba sur le tombeau des malheureux.

A la fin du premier trimestre de 1809, 71 nouveaux décès s'étaient produits et 13 encore se produisirent dans le second. Alors, tout de même, on finit par s'émouvoir. Le 23 juin, on soumit à l'Empereur la proposition de libérer les survivants sauf à les empêcher de rentrer en Corse. On signala qu'il y avait parmi eux des jeunes gens et des vieillards qui ne pouvaient être bien dangereux. Sans rapporter que déjà près de cent d'entre eux étaient morts, on parla de leur « abattement d'esprit », du développement du germe d'une maladie dont les progrès avaient été rapides ». Le rapport concluait à la libération. Et, cette fois, le

(2) Arch. Nat. F⁷ 8558.

(3) 16 février 1808, F⁷ 8558.

ministre — car le rapport n'alla pas jusqu'à l'Empereur — daigna mettre en marge « *adopté* ».

Le décret pourtant ne fut signé que le 10 août. Le 14, on en avisa Defermon, le nouveau préfet des Hautes-Alpes ; chose curieuse, de lui-même, il avait pris la même décision. Et comme de Paris on lui en marqua la plus vive surprise, il expliqua que les prisonniers avaient été libérés sur la demande de son prédécesseur « qui avait dû faire à Paris les démarches nécessaires et obtenir la décision ministérielle du 10 août ».

Des prisonniers enlevés d'Isolacciu le 5 juin 1808, il ne restait plus que 35 individus qui avaient pu résister à la terrible maladie et lui survivre. On en plaça cinq en surveillance dans le département de Vaucluse et 30 dans la Drôme. Tous étaient réduits à la misère la plus complète.

Dans une lettre du 14 octobre, le préfet Defermon expliqua que « tous les efforts de l'art avaient été employés pour s'opposer aux progrès de la contagion, mais qu'ils cédèrent en partie au désir hautement exprimé par ces malheureux de voir finir leur existence, à la langueur ou nostalgie, enfin à la prostration de toutes les forces et à un abattement général. »

Et il regardait comme « prodigieux » qu'une quarantaine de ces Corses aient pu échapper au fléau.

La même constatation était faite par le préfet de la Drôme. « La plupart de ces malheureux sont valétudinaires » et il louait la charité des propriétaires « qui leur ont donné tous les soins réclamés par la charité et la bienveillance ».

On les avait placés chez des cultivateurs ou des artisans. Ils se conduisaient bien. Pourtant, le 23 avril 1810, le sous-préfet de Nyons, Pons, avisait que onze des Corses de son arrondissement venaient de s'enfuir. Il en avait été le premier surpris. Tous travaillaient bien ; on ne se plaignait pas d'eux. Mais ils paraissaient accablés de ne pas avoir été compris dans l'amnistie. Pons constatait avec satisfaction qu'ils « n'avaient rien enlevé en partant et qu'ils n'avaient certainement pas l'intention de nuire ». Et il ajoutait : « L'envie de revoir leur patrie paraît être le seul motif de leur fuite ».

C'était vrai. Mais, sans argent, ils ne pouvaient aller loin. On en reprit deux, tout de suite, dans le département même, quelques autres se firent arrêter dans le département du Var. Les derniers restèrent introuvables. Comme quelque temps après, au mois de juin, on signala sur la côte du département de Montenotte, près de Gênes, une bande de neuf individus qui, ayant cherché vainement à s'em-

barquer, avaient gagné la montagne, on pensa que c'étaient des Corses, mais ils n'étaient plus neuf qui manquaient à l'appel et ce n'était qu'un faux bruit.

En mars 1810, ils étaient encore 28 dans la Drôme ; à la fin de l'année, ils n'étaient plus que 22. Comme l'orage grondait en Corse contre Moraud et qu'on commençait à dire ouvertement qu'il avait fait acte de tyran à l'égard du Fiumorbu, il écrivit au comte Pelet, chef du 2^e arrondissement de Police « pour répondre victorieusement à toutes les calomnies que la malveillance répandait contre lui ». Il rappelait — ce qui était vrai — qu'il n'avait agi qu'après de nombreux délits, alors que cent hommes armés — là il exagérerait certainement — avaient attaqué 40 gendarmes — qui n'étaient à la vérité que 25 — qui avaient dû soutenir toute la nuit le feu des assaillants avec un courage et une intrépidité qui les avaient sauvés des cruautés qu'on avait dessein d'exercer contre eux ».

Pourtant, sur l'insistance du préfet de la Drôme, on le pressentit une fois encore pour savoir s'il acceptait de laisser rentrer en Corse les 22 individus qui restaient de la grande proscription. Une fois de plus, il répondit négativement alléguant la disette qui menaçait la Corse et la nécessité « de ne pas introduire de nouveaux éléments de trouble ».

Le 2 mars 1811, par suite du décès des autres, il ne restait plus que 2 Corses en surveillance dans le Vaucluse, Pierre-Xavier Paoli et Pierre-Jean Defendini. Un autre Corse, Venturini, qui signait « officier retiré », intervint en leur faveur. Le premier avait perdu un frère et vingt cousins dans la triste odyssée, l'autre trois fils et plusieurs parents, tous morts à Embrun. On ne répondit pas à la requête. Pourtant, tous les rapports du préfet, chaque mois, convenaient que les deux malheureux ne donnaient lieu à aucune plainte.

Dans la Drôme, c'était la même note favorable. Le 28 février 1811, on déclare qu'ils sont manœuvres, ou domestiques, ou laboureurs, qu'ils vivent du produit de leur travail, qu'on en est « content », qu'ils « se conduisent bien ». S'ils ont eu des torts envers le Gouvernement, ajoute le préfet, « ils paraissent s'efforcer de les faire oublier ». Parmi eux, il y en a qui « ont du bien dans leur pays ». Un Colombani don Andrea, 41 ans, d'Isolacc'u aurait « de dix à douze mille francs ». Un Domenicu Dominici en aurait quinze mille. Mais déjà, il n'y a plus que quinze Corses dans le département (4).

(4) Rapport du Préfet, 28 février 1811.

Une autre fois : « Leur conduite n'a pas cessé d'être bonne et de me convaincre de la sincérité de leur repentir ». Et le préfet demande « de vouloir bien hâter le moment de leur pardon ». Le mois de juillet qui devait apporter l'amnistie est passé. Le pardon n'est pas venu.

Les notes du préfet de la Drôme se suivent et se ressemblent. On y lit constamment : « ils se conduisent fort bien et je continue à n'avoir que des choses favorables à vous en dire ». Et dans les états annexés aux rapports, on voit qu'il y en a un employé à la Préfecture, un autre chez le secrétaire général, un troisième chez le maître de la poste aux chevaux. Il y en a un qui s'est marié à Montélimar.

Mais leur nombre diminue toujours. Le 17 novembre, l'état n'en indique plus que onze.

1812. L'année passe, le préfet les recommande sans se lasser. Mais qui, dans les angoisses de l'heure, pourrait songer à eux ?

Alors, n'en pouvant plus, las de cet exil sans fin et des souffrances morales qu'ils endurent, sept qui se sont concertés sont partis, essayant de gagner la mer... Mais quand ils y arrivent, au golfe Juan, là où deux ans plus tard, c'est l'Empereur qui touchera le rivage, deux préposés des douanes les arrêtent et les remettent à l'autorité, ce qui leur vaudra, quelques semaines plus tard, 175 francs de gratification.

Mais alors nous perdons leur trace. Que sont-ils devenus ? Ont-ils fini par revoir le Fiumorbu ? Nous ne saurions le dire. En tous cas, dans le Vaucluse, il y avait toujours, le 3 janvier 1814, les deux pauvres diables qui avaient vu succomber autour d'eux toute leur famille. Et pourtant le préfet continuait à écrire « qu'ils se comportaient d'une manière exempte de tout reproche ».

A cette date, Morand était mort. Remplacé enfin, le 10 avril 1811, dans ses fonctions de commandant militaire de la Corse, il avait été envoyé à l'île d'Elbe d'abord, en Poméranie ensuite. Il y fut tué d'un coup de canon devant Lunebourg, le 2 avril 1813.

Emile FRANCESCHINI.



Le Général Baron Giacomoni (1750-1818)

II

APPENDICES (a)

I

Minute d'une note ministérielle (datée du 13 mai 92).

On propose au roi de nommer à l'emploi d'adjudant général, vacant par l'abandonnement (*sic*) de M. de Bréville le Jeune, M. de Giacomoni, lieutenant-colonel du 1^{er} bataillon d'infanterie légère. Cet officier est employé depuis quelque temps à Avignon comme adjoint à M. Gauthier de Kervéguen (1) adjudant-général colonel et M. de Wittgenstein qui connaissait ses talents et son activité l'avait choisi pour ces fonctions. Il pourrait être employé sous les ordres de M. de Montesquiou qui désire l'avoir auprès de lui.

II

Note pour le Ministre (2) 29 juillet 1792 : M. de Montes-

(a) Cf. le n° 71 (septembre-octobre 1931).

(1) Gauthier de Kervéguen (Paul-Louis), né à Brest le 22 mars 1737, est un de ces excellents officiers de l'ancienne armée dont hérita la Révolution.

Ancien ingénieur-géographe de la Marine, plus connu sous le simple nom moins compromettant de Gautier ou Gaultier, il fut un officier d'état-major de la plus grande distinction. Déjà sous la monarchie, en 1786, ayant rang de lieutenant-colonel d'infanterie, il avait été employé aux travaux de délimitation de la frontière entre l'Espagne et la France et cela influa sans doute sur sa désignation, le 12 avril 92, comme chef d'état-major de l'armée des Pyrénées-Orientales, fonctions qu'il quitta l'année suivante pour prendre les mêmes, avec son grade de général de brigade, puis comme général de division, à l'armée d'Italie. Nous avons eu plusieurs fois l'occasion de le mentionner dans la *Revue de la Corse*. (Notices des généraux Moroni, Franceschi, et du colonel de Gentile).

Chose curieuse, il termina sa carrière comme inspecteur général aux Revues, emploi que, d'ailleurs, avait eu également Carnot. Il mourut à Paris le 3 mai 1814.

(2) Le Ministre était alors d'Abancourt, adjudant-général colonel qui, avec Servan plus tard, fit partie du Ministère girondin de Louis XVI.

quiou, commandant en chef l'armée du Midi, propose pour remplir la place d'aide de camp du grade de colonel qui est vacante auprès de lui par la promotion de M. de Kercaradec au grade de Maréchal de camp : le sieur de Giacomoni, colonel du 27^e régiment d'infanterie.

Au bas, il y a : Approuvé.

III

Au nom de la République.

Nous Représentants du Peuple, députés de la Convention Nationale réunis à Perpignan.

D'après la demande du général Flers, commandant l'armée des Pyrénées-Orientales, attendu la nécessité de pourvoir promptement à l'organisation de l'Etat-Major de l'armée,

Nommons provisoirement le chef de brigade Giacomoni, général de brigade.

Ordonnons de le faire reconnaître en dites qualités, jouir des appointements et traitement attachés à son grade.

A Perpignan, le 7 juin 1793, l'an 2^e de la République française.

Signés les : Représentants du Peuple,

LEYRIS, ROUYER, LETOURNEUR, BRUNEL (3)

Certifié pour copie conforme à l'original ;

Ormea le 30 fructidor, an 3.

Le général divisionnaire,

LAHARPE.

IV

Sur la demande du Général en chef, vu les besoins de l'armée et les services réels que lui a rendus et que lui rend chaque jour le général de brigade Giacomoni, par son activité, ses talents militaires et son républicanisme bien connu,

Les Représentants du Peuple, près l'armée des Pyrénées-Orientales,

Nomment provisoirement le général de brigade Giacomoni au grade de général de division, toujours attaché à l'Etat-major.

(3) De ces quatre Conventionnels, Leyris était député du Gard ; Rouyer et Brunel de l'Hérault ; Letourneur, de la Sarthe.

Il jouira du traitement attaché à ce grade, jusqu'à ce que le Conseil Exécutif lui en ait expédié le brevet.

Au quartier-général de Sijean, le 12 septembre 93, l'an 2 de la République française.

Signé : BONNET (4). — BROUSSET, Secrétaire
de la Convention Nationale.

V

Perpignan, le 9 août 1793, l'an 2 de la République.

*Les Représentants du Peuple
au général de brigade Giacomoni.*

Citoyen général,

Nous vous envoyons votre commission de chef d'Etat-major de l'armée ; nous nous estimons heureux de trouver l'occasion de rendre justice à votre patriotisme et à vos lumières et de vous confier une place à laquelle vous appelle toute l'armée.

Salut et fraternité : FABRY, BONNET.

Certifié conforme à l'original ; Ormea, 30 février,
3^e année républicaine.

Le général de division : LAHARPE.

VI

LIBERTÉ

EGALITÉ

Paris, le 3 nivose, l'an second de la République française, une et indivisible (23 décembre 93).

*Le ministre de la Guerre au citoyen Giacomoni,
général de brigade, faisant fonctions de
général de division.*

Le Comité exécutif provisoire ayant, citoyen, jugé à propos de te suspendre des fonctions de général de brigade que tu exerces près les troupes qui composent l'armée des Pyrénées-Orientales, je te préviens que son intention est que tu cesses les dites fonctions au reçu de ma lettre et que tu te conformes immédiatement aux dispositions des décrets de la Convention Nationale des 3, 6, 11 et 20 du mois de septembre dernier.

(4) Il y a eu plusieurs Conventionnels de ce nom : un d'eux était député du Calvados ; un autre, Bonnet fils, de la Haute-Loire ; un troisième de l'Aude. Il s'agit ici vraisemblablement de ce dernier.

Tu voudras bien m'accuser réception de cette lettre et me marquer quel est le lieu où tu te proposes de faire ta résidence, afin que je puisse en informer le Comité exécutif.

Salut et Fraternité : BOUCHOTTE.

Certifié conforme à l'original ;

Le général de division : LAHARPE.

Ormea, le 30 fructidor de l'an 3 de la République française.

VII

LIBERTÉ

EGALITÉ

*Au quartier général de Boulou, le 21 brumaire
an 3 de la République française une et
indivisible (11 novembre 94).*

Le général de division chef d'Etat-major certifie avoir connu le citoyen Giacomoni, dans le tems qu'il a rempli à cette armée les fonctions de général de brigade et de chef d'Etat-major, pour un brave militaire et un bon républicain et qu'il a apporté le plus grand zèle à remplir les devoirs de chef de l'Etat-major.

Signé : LACUÉE.

Certifié conforme à l'original auquel j'ajoute que depuis six semaines que le citoyen Giacomoni est avec moi à Ormea, chargé du bureau de l'Etat-major, j'ay pu reconnaître qu'il est rempli de connaissance dans tous les genres. Il m'a paru un militaire versé dans son métier du civisme le plus pur et le plus décidé et infatigable ; les mauvais administrateurs laissant manquer de tout cette partie de l'armée, c'est à son zèle et son travail que nous sommes redevables de n'être pas morts de faim.

Ormea, 30 fructidor, 3^e année républicaine
16 septembre 94.

Le général de division : LAHARPE.

VIII

LIBERTÉ

EGALITÉ

*Au quartier général de Figuières, le 13 ventôse,
an 3 de la République française une et in-
divisible (3 mars 93).*

Au nom du Peuple français,
Les Représentants du Peuple près l'armée des Pyrénées-Orientales.

Vu les différens (*sic*) certificats fournis par l'ex-général

Giacomoni, délivrés par le chef de l'Etat-major de l'armée des Pyrénées-Orientales, l'Etat-major de la dite armée, la lettre et l'arrêté des Représentants du Peuple, les termes et certificats des différents généraux et administrations de l'armée, et attendu qu'il n'existe contre lui aucune plainte ni dénonciation,

Considérant qu'il est contraire aux principes de justice et de liberté de tenir dans les fers un citoyen contre lequel il n'existe aucune plainte ni dénonciation, que ces principes, applicables à toutes les circonstances, militent principalement en faveur de ceux qui ont rendu des longs et honorables services à leur patrie.

Considérant que la longue détention de l'ex-général est une suite des projets désastreux que les terroristes avaient mis à l'ordre du jour, tant dans les départements que dans les armées,

Que cette détention ne peut être prolongée sans blesser les lois de la justice, et sans porter atteinte à la liberté individuelle dont la garantie fait la base du gouvernement républicain,

ARRÊTENT

Que l'ex-général Giacomoni sera mis sur le champ en liberté, que les scellés apposés sur ses meubles et effets seront levés, qu'il aura la libre disposition des dits meubles et objets, qu'au cas qu'ils (*sic*) auraient été vendus le prix lui en sera sur le champ restitué par les comptables entre les mains desquels le prix de la vente aura été versé, sauf au dit Giacomoni à se poursuivre pour obtenir la retraite à laquelle il peut prétendre par ses services.

Chargent le commandant de la place de Perpignan de l'exécution du présent arrêté dont il rendra compte aux Représentants du Peuple.

Figuières, les dits jour et an que dessus ;

Signé : GOUPILLEAU (de Fontenai) (5).

Certifié conforme à l'original qui est entre mes mains.

GIACOMONI.

(5) Le département de la Vendée avait envoyé à la Convention deux députés du même nom : l'un dit Goupilleau-Fontenay, l'autre Goupilleau-Montaigut.

IX

Le Comité de Sûreté générale,
Du 27 germinal an 3 de la République française
une et indivisible.

Vu l'avis du Comité de Salut Public, le Comité arrête que le citoyen Giacomoni, chef de brigade, détenu à Perpignan sera mis en liberté et les scellés levés.

Signé : CLAUZEL (Ariège), A.-C. THIBEAUDEAU (Vienne),
COURTOIS (Aube), SEMARTIN (Basses-Pyrénées),
PERRIN (Aube).

X

Copie de l'ordre donné par le général divisionnaire Gauthier, chef d'Etat-major de l'armée d'Italie à l'adjudant-général Giacomoni.

En conséquence des ordres du général d'armée Kellermann, le citoyen Giacomoni porté comme adjudant-général sur l'état des officiers généraux et adjudants généraux employés à l'armée, se rendra le plus tôt possible à Ormea dans la 3^e division de droite commandée par le général Serrurier, pour y remplacer l'adjudant général Ottavi (6) non compris dans l'état des officiers conservés.

Sur l'observation faite au général d'armée Kellermann qu'il y a eu erreur à l'égard du citoyen Giacomoni qui ayant rempli provisoirement les fonctions de général de division, avait lieu de croire, par les assurances du Représentant Aubry qu'il serait employé dans le même grade.

Le général en chef, ne pouvant rien changer à l'état des généraux et adjudants généraux employés dans cette campagne, a décidé que le citoyen Giacomoni remplirait les fonctions qui lui sont attribuées d'adjudant général à la 3^e subdivision de l'aile droite et que, s'il est employé comme général de division, le commandement de cette subdivision lui sera donné à la place du général Serrurier qui prendra le commandement de l'aile gauche.

Donné à Nice, le 7 thermidor ; l'an 3 républicain
(25 juillet 95).

Signé : GAUTHIER.

P. c. c., l'adjudant général employé auprès des Représentants du Peuple. DU PRAT.

(6) L'adjudant général Ottavi, malgré ce déboire passager, devint général de brigade. Il est cité par Renucci au tome II de son *Histoire de Corse* (p. 100).

XI

Dans une lettre au Comité de Salut Public, datée de Nice, le 9 thermidor an 3 de la République française (27 juillet 95), le général Giacomoni réclame encore contre la décision qui l'a reculé de deux grades et demande un commandement de division.

Le général en chef Kellermann apostille ainsi cette réclamation :

« Je ne connais pas les raisons qui ont engagé à employer le général Giacomoni dans le grade d'adjudant général, mais ayant été général de brigade et nommé provisoirement par les Représentants du Peuple général de division, il me paraît de toute justice qu'il fût au moins employé dans le grade de général de brigade. Je connais d'ailleurs les talents militaires de cet officier, ayant servi sous mes ordres, à l'armée des Alpes en 93, vieux style : je prie le Comité de Salut Public d'avoir égard à sa demande.

Le général d'armée : KELLERMANN.

XII

Paris, le 14 thermidor (sans doute an 3),
(1^{er} août 1795).

Puget, dit Barbantane, se réunit à Monsieur l'envoyé de Gênes (7) pour demander au député Le Tourneur de réparer l'injustice criante faite au général de division Giacomoni. Il trouvera sans doute qu'elle n'est pas tolérable vis à vis d'un militaire qui a rendu des services distingués à l'armée des Pyrénées-Orientales, qui a acquis des grades mérités sur les champs de bataille et dont les brevets lui ont été envoyés par le système adopté alors par la faction Vincent (?).

Puget, dit Barbantane, a pu apprécier le zèle, l'activité, le talent de Giacomoni qui seraient très utiles, dans ce moment, pour le commandement d'une division à l'armée d'Italie, en face d'un ennemi supérieur.

PUGET dit BARBANTANE. (8)

(7) La république de Gênes existait encore à cette époque. Elle ne perdit son indépendance qu'en 1805. En 1797 elle était devenue la République ligurienne.

(8) De son vrai nom : du Puget, marquis de Barbantane (Hilarion-Paul-François-Bienvenu). Entré au service en 1770 comme sous-lieutenant de cavalerie, rang de capitaine en 1776, mestre de camp

En marge : Renvoyé à la Commission de l'organisation et du mouvement des armées de terre, pour en faire rapport.

MERLIN (D. D.).

XIII

Armée d'Italie

ÉGALITÉ, LIBERTÉ, JUSTICE,
HUMANITÉ, BIENFAISANCE

Nice, le 18 du mois de thermidor (5 août 1795),
l'an 3 de la République française.

*Les Représentants du Peuple, délégués à
l'Armée d'Italie à leurs collègues compo-
sant le Comité de Salut Public.*

Nous vous envoyons, Citoyens Collègues, un mémoire du citoyen Giacomoni, officier du plus grand mérite, qui, après avoir servi de la manière la plus distinguée et avoir essuyé une longue captivité sous la tyrannie affreuse de Robespierre, vient d'être employé par erreur en qualité d'adjudant général. Il s'est empressé de se rendre à son nouveau poste en bon républicain qui ne voit que la patrie et en bon militaire qui ne sait qu'obéir.

Mais il est de notre devoir de réclamer contre l'erreur qui a été commise à son égard et il est de votre justice de la réparer. Le général Kellermann, sous les ordres duquel il a servi et qui connaît ses talents et ses principes, se joint à nous pour vous demander de le rétablir dans son grade, et il compte tellement sur votre justice qu'il lui destine d'avance un commandement.

Nous espérons que vous ne laisserez pas subsister plus longtemps une erreur d'autant plus fâcheuse qu'elle frappe sur un officier qui méritait de l'avancement au lieu de rétrograder.

Salut, amitié et fraternité;

Signé : PAYRE et MAISSE (9).

en second en 1780 de Royal-Marine, Mestre de camp d'Aunis-infanterie en 1788, maréchal de camp en 1791, lieutenant-général en 1792. A l'armée du Midi en 1792 et à celle des Pyrénées-Orientales en 1793. Destitué la même année ; réintégré, et à l'armée d'Italie en 1795. Commandant la 8^e Division M^e en 1796 et la 2^e en 1797. Réformé en 1798 et retraité en 1809. Son nom est inscrit sur l'arc de triomphe de l'Etoile, côté Ouest.

(9) Tous les deux députés des Basses-Alpes à la Convention.

XIV

30 fructidor (16 septembre 1795).

*Mémoire pour le Représentant Merlin de Douai,
membre du Comité de Salut Public ayant
la section de la Guerre.*

Giacomoni d'une famille corse en origine, mais établie à Gênes depuis trois générations, ancien officier au service de la France ; il était général de division par la nomination des Représentants du Peuple, près l'armée des Pyrénées-Orientales où Giacomoni était employé.

Dans des temps malheureux il a été mis en arrestation. Son innocence a été ensuite reconnue et avouée par les Représentants du Peuple à la dite armée et par le Comité de Salut Public.

Giacomoni a été de nouveau placé, et ce n'est que par erreur qu'il a été employé en qualité d'ajudant général à l'armée d'Italie, pendant que la place et le grade de général de division lui étaient dûs.

Le représentant Aubry (10) qui reconnut cette équivoque, s'était proposé de la réparer. Le Représentant Merlin est prié de lui en demander (*sic*) et de vouloir bien s'intéresser afin qu'il soit rendu à un officier d'un mérite et de talents distingués la justice qui lui est dûe, et que les Représentants auprès de l'armée d'Italie et le général Kellermann viennent de réclamer pour lui.

XV

LIBERTÉ

EGALITÉ

JUSTICE

Armée d'Italie

19 septembre 1795.

Bureau de la

Correspondance avec
les Représentants
du Peuple.

Palassio, le 3^e jour complémen-
taire an 3^e de la République
une et indivisible.

(10) François Aubry (1750-1797) servit d'abord dans l'artillerie, fut député à la Convention par le département du Gard, devint, après la chute de Robespierre, membre du Comité de Salut Public à la place de Carnot, et dirigea en cette qualité les opérations militaires, mais il les compromit par son impéritie.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Chiappe, Représentant du Peuple, délégué de l'Armée des Alpes et d'Italie.

Au comité de Salut Public.

Voici, citoyens collègues, l'état et certificat de services du citoyen Giacomoni, employé aujourd'hui en qualité d'adjudant général dans la division de droite de l'Armée d'Italie ; vous verrez par l'ancienneté et la distinction avec laquelle cet officier a servi que ce ne peut être que par erreur que de général divisionnaire qu'il était depuis le 12 septembre 93, il se trouve aujourd'hui descendu au grade d'adjudant général.

Les persécutions, les malheurs dont il a été victime dans ces temps de deuil que nous venons de voir passer et qu'il est désagréable d'être obligé de rappeler auraient dû fixer particulièrement l'attention du Comité sur ce brave officier, il y a lieu d'espérer de sa justice la rectification d'une erreur, sans doute involontaire, commise à son égard.

Salut et fraternité : CHIAPPE. (11)

XVI

LIBERTÉ

EGALITÉ

Albenga, le 20 brumaire, l'an 4 (11-11-95)
de la République une et indivisible.

*Le Représentant du Peuple,
Commissaire du gouvernement près de l'armée d'Italie et des Alpes.*

Vu la lettre du général en chef de l'armée d'Italie en date de ce jour portant que le citoyen Giacomoni suspendu dans le temps du grade de général de division a été réintégré par erreur dans ses fonctions comme adjudant général, qu'il accomplit maintenant malgré lui.

Que cette marque de dévouement de la part de cet officier, et les services essentiels qu'il peut rendre déterminent le général en chef à demander aux Représentants du Peuple que le dit Giacomoni soit autorisé à continuer son service

près cette armée comme adjudant général, quoique un article du décret du 3 brumaire semble lui interdire son activité de service.

Il observe en outre que l'article précédent parlant des officiers qui ont donné leur démission depuis le 10 août 92 semble ne pas mettre le citoyen Giacomoni dans la classe de ceux que destitue l'article 15 ; que cet officier est d'ailleurs dans le cas prévu par un décret antérieur qui porte que sont exceptés de la destitution les officiers qui ont été destitués sous le règne de la tyrannie décemvirale.

Que le besoin qu'il a en ce moment de cet officier l'engage à demander un arrêté qui le continue dans ses fonctions.

Considérant que l'article 15 de la loi du 3 brumaire portant que tout officier ou commissaire des guerres qui n'était pas en activité de service le 15 germinal an 3, et qui a été placé depuis cette époque, jusqu'au 15 thermidor même année, est suspendu de ses fonctions et ne pourra être réintégré que par ordre exprès du Directoire Exécutif, sur preuve authentique de bon service antérieurement rendu à la République ; que cet article, dit-on, est en faveur de la demande ; que le citoyen Giacomoni, après avoir servi avec distinction en qualité de général de division, a donné une nouvelle preuve de civisme en acceptant et en remplissant les fonctions d'adjudant-général en attendant que l'erreur commise à son égard fut rectifiée par le Gouvernement sur la demande qu'il a faite ;

Que d'ailleurs le dit article 15 ne peut frapper de destitution le dit Giacomoni puisque loin d'être favorisé par ceux qui nommaient aux places depuis le 15 germinal an 3 jusqu'au 15 thermidor, il a été au contraire victime puisque du grade de général de division, ils l'ont fait descendre, comme par dérision, à celui d'adjudant général le 15 prairial même année, qu'il a été conséquemment plutôt déplacé que placé par eux.

Considérant en outre que le dit citoyen Giacomoni réunit en sa faveur le témoignage de tous les officiers généraux de l'armée par ses talents militaires et son civisme,

ARRÊTE,

Le citoyen Giacomoni continuera provisoirement les fonctions d'adjudant général près l'armée d'Italie et percevra les appointements, rations de vivres et de fourrages y

affectés. Le général en chef de la dite armée est autorisé (*sic*) à l'employer en cette qualité.

RITTER (12).

XVII

1° Division

3° Subdivision

Bureau des Officiers
Généraux

Gênes, le 18 vendémiaire de l'an 5
(9 octobre 96).

*L'ex-général de division Giacomoni
au ministre de la Guerre.*

Citoyen Ministre,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 29 fructidor relative au mémoire que j'ai adressé au Directoire Exécutif, tendant à être réintégré dans le grade de général de division ou à obtenir une pension de retraite.

Le Directoire vous a renvoyé le mémoire et je compte sur votre justice.

Vous m'observez, Citoyen Ministre, que ma retraite à Gênes, et mon éloignement de l'armée depuis le mois de germinal ne peuvent être considérés que comme une renonciation formelle de ma part à la carrière des armes. J'espère que lorsque vous aurez pris en considération les motifs de cette absence, vous reviendrez sur cette opinion.

Je me suis rendu à Gênes avec une mission particulière et j'en ai eu l'ordre par écrit en date du 13 germinal ; le 16 du même mois le général Bonaparte m'a rappelé, et par un ordre du 18, il m'a suspendu de mes fonctions. C'est ce qui a donné lieu à mes observations en réponse à ses lettres et à vous renouveler ma demande d'être employé dans le grade de général de division.

J'ai cru qu'en attendant une décision de la part du Directoire Exécutif, je pouvais sans inconvénient demeurer dans mon pays natal où j'étais d'ailleurs arrêté par motifs de santé à la suite des blessures. Je fis néanmoins l'offre au général Bonaparte de quitter cette ville, s'il ne lui convenait pas que j'y demeure.

(12) Député du Haut-Rhin à la Convention.

Je vous prie, Citoyen Ministre, de vouloir bien observer que je n'ai offert ma démission que des fonctions d'adjudant général, ayant prié le général en chef de vouloir bien s'intéresser pour m'obtenir une pension de retraite, au cas que (*sic*) le Directoire Exécutif ne jugeât pas de lever ma suspension et me rendre le grade que je réclamaïis.

Depuis cela je ne me persuaderai jamais que je puisse me trouver dans le cas de ne pouvoir rien espérer, et que tandis que pendant plus d'un an on a négligé d'exécuter en ma faveur des lois qui me rendaient justice on puisse m'appliquer maintenant celles qui me feraient éprouver une injustice ; cela n'est sûrement pas dans vos principes.

Suspendu par la loi du 3 brumaire, je ne tenais qu'une activité provisoire des Représentants du Peuple qui a cessé par l'ordre du jour du 18 germinal. D'après les dispositions de cette loi, c'est à vous, Citoyen Ministre, à juger si par mes services je puis prétendre à être réintégré ou à une pension de retraite.

Si ma santé et mes moyens m'avaient permis de faire le voyage de Paris à l'époque de ma première réintégration, j'aurais obtenu justice. S'il le faut, je m'y déterminerai et j'espère qu'on ne refusera pas d'entendre un vieux soldat qui a quelques titres pour demander, et qui depuis quelque temps n'éprouve qu'une longue suite d'injustices.

Je me persuade volontiers, Citoyen Ministre, que vous serez du nombre de ceux qui m'écouteront favorablement et saurez apprécier mes justes réclamations.

Salut et fraternité : GIACOMONI.

P.S. — Je crois devoir vous observer, Citoyen Ministre, que nommé général de division par les Représentants du Peuple, j'ai été confirmé et par le Comité de Salut Public et par le ministre de la guerre ; j'en ai la preuve dans ma correspondance. Si on n'en a pas expédié le brevet, c'est la faute des bureaux, presque toute l'armée était dans le même cas. Ce qu'il y a de remarquable dans ma position, c'est que, suspendu comme officier général et comme tel détenu pendant quinze mois dans une prison, destiné à périr, ainsi que tant d'autres, si l'état dans lequel je me trouvais avait permis de me transférer à Paris, je devais donc être victime du grade de général de division parce qu'une loi portait que, suspendu comme tel on serait mis en arrestation et, sortant de là, on me fait adjudant général. J'ai fait en cette qualité toute une campagne et je n'ai cessé de réclamer.

A l'ouverture de celle-ci, suspendu encore de mes fonc-

tions, accueilli peu favorablement dans mes demandes par le général en chef, qui n'a pas daigné faire attention à mes réclamations, je m'adresse, pour obtenir justice, à qui de droit, et je ne puis croire qu'il puisse y avoir une loi contre trente ans de service, après avoir sacrifié ma santé en servant la République et avoir été dépouillé par les événements révolutionnaires du peu que j'avais.

GIACOMONI.

XVIII

Le 29 frimaire an 5 (19 décembre 1796).

*Le ministre de la guerre (13) au citoyen
Giacomoni adjudant général à Gênes.*

Le Directoire Exécutif m'a renvoyé, citoyen, le mémoire que vous lui avez adressé, tendant à être confirmé et employé dans le grade et les fonctions de général de division qui vous ont été conférés provisoirement en 1793 par les Représentants du Peuple à l'armée des Pyrénées-Orientales.

Les observations que vous avez insérées dans ce mémoire sur votre séjour à Gênes, et sur l'offre que vous avez faite au général Bonaparte d'accepter votre démission, malgré ses ordres réitérés de vous rendre à votre poste, sont autant d'obstacles qui ne me permettent pas de soumettre votre demande au Directoire Exécutif sans un ordre exprès de sa part.

Je ne peux, au surplus, vous dissimuler que votre retraite à Gênes et votre éloignement de l'armée, depuis le mois de germinal ne peuvent être considérés que comme une renonciation formelle de votre part à la carrière des armes. Dans cette position, d'après les lois, vous ne pouvez prétendre ni à un avancement, ni à une pension de retraite.

XIX

Proposition au Directoire
de convertir en traite-
ment de réforme la pen-
sion du citoyen Giaco-
moni qui est accablé
d'infirmités et sans for-
tune.

RAPPORT AU DIRECTOIRE (14)

Le citoyen Giacomoni, ancien général de division pro-

(13) Cette lettre, dont la minute existe au dossier du général Giacomoni, a dû être signée par Petiet (Claude), Commissaire ordonnateur des guerres, et Ministre de la Guerre du 8 février 1796 au 22 juillet 1797.

(14) Non daté, mais évidemment de l'An VI.

visoire, a été forcé par ses infirmités de demander sa retraite dans le mois de germinal an iv. Il était alors employé à l'armée d'Italie depuis le 25 prairial an 3, dans le grade d'adjudant-général, n'ayant pas été confirmé dans ceux de général de brigade et de division.

Le 6 germinal dernier sa pension a été décrétée à la somme de 3250 francs et le brevet lui en a été expédié et adressé.

Etant sans fortune et accablé d'infirmités, il demande le traitement de réforme de son grade en attendant que la pension soit payée. Cet ancien militaire ayant des droits, pour ses services et sa position, à la bienveillance du Gouvernement, le Ministre propose au Directoire de convertir en traitement de réforme la pension de trois mille francs dont il doit jouir jusqu'à la paix.

XX

Alexandrie, 20 vendémiaire an vii, République française une et indivisible (11 octobre 1798).

Giacomoni, général de division retiré (sic) au citoyen Lacuée, membre du Corps législatif au Conseil des Anciens (15).

Permettez-moi, citoyen Représentant, que je rappelle à votre souvenir l'intérêt que vous avez bien voulu prendre à la demande qu'au mois de prairial dernier j'ai cru être autorisé à faire au ministre de la Guerre pour obtenir le traitement accordé par la loi du 11 brumaire an 6 aux officiers retirés qui, par cette loi, sont assimilés aux officiers réformés ; depuis cette époque, je n'ai plus entendu parler de cette affaire, on ne nous a fait aucune réponse, il m'importe cependant d'obtenir une décision quelconque et à cet effet je réclame, citoyen, la continuation de vos bons offices en ma faveur. Si je ne puis obtenir le traitement que la loi semble cependant m'accorder, je demande la prompte expédition de mon brevet de pension que j'attends depuis deux ans et un ordre pour en être payé à l'armée d'Italie.

(15) Le général Lacuée de Cessac (Gérard comte de) 1752-1841, était au service quand la Révolution éclata. Il fut député à la Législative, membre du Conseil des Anciens, devint conseiller d'Etat, y présida la section de la Guerre, commanda l'Ecole polytechnique, fut ministre de la guerre, se fit beaucoup d'ennemis en poursuivant les dilapidations. Fidèle à l'Empereur jusqu'à la fin, il fut mis à l'écart par la Restauration et entra à la Chambre des Pairs en 1831.

Ma santé, altérée par des blessures et par une détention de plus d'un an, m'a obligé de faire usage des bains et à des dépenses qui ont épuisé tous mes moyens. Je n'ai pour vivre que les bienfaits de la République pour 32 ans de service et ces secours me deviennent plus nécessaires de jour en jour. J'ose espérer que vous voudrez bien rendre service à un ancien camarade (16) qui, sans connaissance et sans appui dans le pays que vous habitez, n'a aucune ressource pour vivre ni aucun moyen pour faire valoir ses titres. S'il y avait trop de difficultés à être payé, j'espère qu'il y en aurait encore point (*sic*) pour me faire employer et je croirais pouvoir encore être utile à la République en ce cas je désirerais (*sic*) obtenir l'inspection des isles de la Méditerranée que l'on n'a pas encore inspecté (*sic*) ; les nouvelles conquêtes intéressent trop pour ne pas les bien examiner. On peut fournir des mémoires utiles tant pour leur défense que pour les améliorations dont elles peuvent être susceptibles et j'aurais l'espoir de pouvoir m'occuper de cette partie avec quelque succès.

Veuillez, citoyen Représentant, faire valoir ma bonne volonté s'il y a lieu et agréer ma reconnaissance pour tout ce que vous avez déjà bien voulu faire pour moi et pour tout ce que j'en espère.

Salut et fraternité : GIACOMONI.

XXI

Bureau de la
Solde et des
Retraites.

*Minute de la lettre écrite par le ministre
de la Guerre (Dufont de l'Etang) à
M^r le Maréchal de camp Giacomoni.*

Le 8 septembre 1814.

Général, l'article 26 du traité de paix, qui ne laisse plus à la charge du Gouvernement français les soldes de retraite des militaires qui cessent d'être des sujets, ne s'applique pas indistinctement à tous les étrangers.

(16) Nous rappelons qu'il avait été chef d'Etat-Major de l'armée des Pyrénées-Orientales après Giacomoni.

(3) Il doit s'agir des Iles Ioniennes occupées par les Français depuis juin 97. (Voir n° 57 de la *Revue* : Général Gentili ; et n° 61 : lettres du colonel de Gentile). Les Anglais et les Turcs nous les reprirent en 99.

Ceux d'entre eux qui, s'étant attachés au service de la France volontairement et sans que leur pays ait été réuni à notre territoire, ont obtenu des pensions à la suite de leurs services, peuvent les conserver.

Puisque vous vous trouvez dans cette catégorie, vous pouvez être maintenu dans la jouissance de celle qui vous est accordée, après que vous m'aurez fait connaître le département où vous désirez la recevoir et que vous m'aurez indiqué le n° sous lequel vous êtes inscrit au contrôle général de mon Ministère.

Recevez, général, l'assurance de ma parfaite considération.

XXII

Ministère
de la Guerre
4^e Division
Bureau
de la Correspondance
Générale.

*Extrait d'une lettre écrite à S. E. le
ministre de la Guerre par M. le
chevalier Giacomoni, lieutenant gé-
néral en retraite.*

Gênes, le 6 septembre 1815.

Si la mission dont je suis encore provisoirement chargé n'a aucun objet, je prie Votre Excellence de vouloir bien continuer à me faire jouir des bontés du Roi, qui a daigné m'accorder de continuer à habiter la ville de Plaisance où je me trouve établi depuis 10 ans, et d'être payé à Paris, de ma solde de retraite par l'intermédiaire d'un fondé de pouvoirs. L'ordre de Sa Majesté m'a été transmis par M. le duc de Feltre ; il est en date du 17 mars 1815.

Si cependant, Monsieur le Maréchal, vous jugiez mon activité encore utile pour le service de Sa Majesté, j'ose vous prier de vouloir bien l'employer. Dans tous les cas j'attendrai dans cette ville les ordres que Votre Excellence aurait à me transmettre, à moins que je ne parte pour la Corse.

En marge : Répondre, après avoir vérifié si le général est en activité ou s'il a seulement une mission civile.

Au-dessous, une autre annotation : je n'ai pu obtenir un renseignement sur la mission de Monsieur Giacomoni. Il est autorisé à toucher à Paris, par fondé de pouvoirs. Rien à faire.

XXIII

Rapport au Ministre (20 mars 1816).

Le ministre a ordonné qu'on lui soumit un rapport pour que M. le Maréchal de camp Giacomoni nommé prévôt du département du Var fut réintégré dans le grade de lieutenant-général qui lui a été retiré injustement par Bonaparte.

On a l'honneur de représenter à Son Excellence que M. Giacomoni, dont la retraite a été réglée en 1796 comme lieutenant-général, n'a jamais été reconnu légalement dans ce grade ni dans celui de Maréchal de Camp.

Il fut nommé le 7 juin 1793 au grade de général de brigade et le 12 septembre de la même année au grade de général de division par les Représentants du Peuple. Il était alors employé à l'armée d'Italie (17) et ayant été suspendu de ses fonctions par Bonaparte, alors général en chef de l'armée d'Italie, il demanda sa retraite qui fut fixée sans que sa nomination d'officier général ait été régularisée.

Depuis l'admission à la retraite de M. Giacomoni, il n'a fait aucune réclamation et il est resté jusqu'à ce moment dans la même position.

En marge, on lit : Il était général de division provisoire il est vrai lors de la bataille de Loano au succès de laquelle il contribua.

C'était un officier distingué. Le travail d'Aubry le conventionnel ne le confirme pas et la haine que Bonaparte avait pour lui le fit priver de son emploi. Depuis ce temps il a été forcé de rester hors de France pour éviter les effets de cette haine contre laquelle j'ai lutté, mais inutilement, à diverses reprises en faveur du général Giacomoni.

Ici le parafe du ministre, un C (Clarke). (18)

Et plus loin, on lit encore : On propose au Roi d'accorder au général Giacomoni le grade de Lieutenant-général et la retraite de Maréchal des camps.

20 mars 1816, même parafe.

(17) Erreur du rédacteur de ce rapport. C'était à l'armée des Pyrénées-Orientales.

(18) Si on ne veut pas remonter jusqu'à la famille Le Tellier dont trois générations sous Louis XIV occupèrent sans interruption le département de la guerre (le père, Michel Le Tellier pendant 19 ans ; le fils, Louvois, pendant 29 ans ; le petit fils Barbezieux, pendant 10 ans, au total 58 ans) ni même à Voyer d'Argenson qui, sous Louis XV eut ce ministère pendant quatorze ans, on peut dire que c'est Clarke qui détient le record de durée de ce Ministère qu'il oc-

XXIV

Louis, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre, prenant entière confiance, dans les talents, la valeur, la bonne conduite et dans la fidélité et l'affection à notre service du sieur Gaspard Vincent Félix Giacomoni.

Lui avons conféré et conférons le grade honorifique de lieutenant-général, pour tenir rang du vingt-sept mars mil huit cent seize et jouir de la solde de retraite du grade de Maréchal de camp.

Mandons à nos officiers généraux et autres à qui il appartiendra de le reconnaître et faire reconnaître en cette qualité.

Donné à Paris, le vingt-sept mars 1816.

LOUIS.

Par le Roi

Le ministre Secrétaire d'Etat de la Guerre : duc de FELTRE.

XXV

Cour prévôtale
Département
du Var

Draguignan, le 28 mai 1816.

Gaspard Giacomoni, lieutenant-général des armées du Roi, chevalier de l'Ordre royal et militaire de Saint-Louis, Prévôt en la Cour prévôtale du département du Var,

à MM. les officiers de gendarmerie, juges de paix, maires, adjoints et commissaires de police du même département.

Messieurs,

L'installation de la cour prévôtale dans le département du Var est un événement que je dois vous annoncer puisqu'il intéresse tous ceux dont les efforts doivent tendre à la tranquillité publique. Sa Majesté a daigné me confier les fonctions de prévôt de cette cour. J'en connais toute l'im-

cupa trois fois, sept ans sous Napoléon, « sous Bonaparte » comme il l'appelle dédaigneusement, deux ans sous Louis XVIII auquel il se rallia complètement et qui le créa pair de France et Maréchal. Fêlicitons-nous de l'appui qu'il donna à Giacomoni, mais il est pénible de constater la façon dont il traite son ancien souverain, son bienfaiteur qui l'avait fait duc de Feltre.

portance. Ancien serviteur des Rois de France, le devoir et l'amour m'imposent, dans le nouveau poste que j'occupe, des obligations qui se concilient avec les sentiments de dévouement absolu que je professe pour l'héritier du trône d'Henri IV.

Mais je travaillerais imparfaitement au maintien du repos public, si je n'étais aidé des ressources qui sont entre vos mains pour coopérer à cet important ouvrage, de là naissent les relations que vous devez avoir avec moi. Rien de ce qui intéresse la sécurité publique ne m'est étranger ; tout ce qui pourrait la troubler doit être l'objet de votre surveillance. Un rapport exact et transmis avec diligence doit me faire connaître les moindres évènements qui lui seraient contraires.

Que la malveillance cherche en vain à s'envelopper des plus épaisses ténèbres, il faut veiller avec les factieux qui ne dorment pas, déjouer leurs trames et épouvanter, par une punition prompte et sévère, ceux qui pourraient être tentés de les imiter.

Je serai toujours prêt à me porter sur les lieux qui réclameraient ma présence ; au premier souffle des agitateurs, la justice sera là. S'ils furent pleins d'audace, elle sera sans pitié.

Faisons tous, Messieurs, notre devoir en hommes d'honneur, et le vaisseau de l'Etat, entraîné par un cours favorable, n'aura plus à redouter les tourmentes révolutionnaires. Que le nom sacré du Roi soit notre mot de ralliement et le cri des factieux cessera de se faire entendre. Réunissons enfin tous ces efforts pour maintenir cette paix, qui s'exila de la France avec notre Roi légitime. Les complots des méchants ne tiennent pas contre la ligue des gens de bien ; le crime et l'enfer ne prévalent pas sur la justice.

Cependant et sans nous livrer à une confiance qui pourrait être dangereuse, livrons nous à l'espoir que notre zèle deviendra peut être inutile, que les partisans du trouble et de la discorde abjuront leurs principes anti-sociaux. Puissent tous les cœurs, se ralliant autour du Trône du plus auguste des monarques, forcer notre justice à suspendre son cours.

Veillez aussi à ce que l'opinion la plus saine ne se laisse pas entraîner hors des limites de la sagesse. Etouffer et punir les conflits des méchants, entretenir et diriger le noble élan des bons, voilà le but auquel nous devons tendre. C'est celui qui doit nous convier à éteindre les dissensions (*sic*) intestines qui sont le fléau des Etats. J'aime à croire, Messieurs, qu'il sera bientôt atteint, lorsque je con-

sidère les sentiments dont vous êtes animés et les principes que professent les braves habitants de ce département qui, les premiers, s'élancèrent à la poursuite de l'irréconciliable ennemi du repos de ce monde. (*sic*)

Agréez, Messieurs, l'assurance de ma profonde considération.

Le Chevalier Gaspard GIACOMONI.

XXVI

Cabinet

Paris, le 16 juin 1818.

Confidentiel

Monsieur le Maréchal,

Monsieur le Lieutenant-général Giacomoni, qui exerçait dans le Var les fonctions de Prévôt, rendu à la vie privée par la suppression des Cours prévôtales, demande la permission de retourner en Italie où il a longtemps résidé.

Avant d'être appelé à remplir les fonctions de Prévôt, Monsieur Giacomoni avait obtenu de Sa Majesté l'autorisation de rester dans ce pays jusqu'à nouvel ordre et de continuer à jouir de la totalité de la solde de retraite qu'il faisait toucher à Paris par un fondé de pouvoirs.

Cet officier général désirerait obtenir aujourd'hui la même faveur, si l'ordonnance du Roi, en date du 7 septembre 1816, qui réduit aux deux tiers de leur pension de retraite les militaires français ou naturalisés autorisés à en jouir en pays étranger, était susceptible d'admettre quelque exception.

C'est à Votre Excellence qu'il appartient d'examiner cette question, mais je ne dois pas lui laisser ignorer que Monsieur Giacomoni qui, par la nature de ses fonctions et la position (*sic*) du département où il était employé, a eu occasion d'entretenir de fréquentes communications avec mon Ministère, a toujours montré le zèle le plus ardent et le plus éclairé pour le service de Sa Majesté. La faveur qu'il sollicite serait une juste récompense des services qu'il a rendus ; et je verrais avec une satisfaction particulière qu'elle pût lui être accordée.

Agréez, Monsieur le Maréchal, l'assurance de ma haute considération. Le Cte DECAZE.

Général COLONNA de GIOVELLINA.

BIBLIOGRAPHIE

L'Annu Corsu pour 1932 a paru. Nous avons dit à plusieurs reprises, dans les années précédentes, tout l'intérêt de cette publication que dirigent trois intellectuels distingués : MM. Paul Arrighi, Bonifacio et Pierre Leca. Nous ne pourrions que nous répéter, car la brochure nouvelle ne le cède en rien aux précédentes ni comme présentation, ni comme texte.

« Depuis 1925, a écrit M. P. Arrighi dans la préface, notre anthologie est devenue bilingue, prenant ainsi sa physionomie définitive et originale. Mais la place d'honneur a toujours été réservée à la langue corse. Nous avons révélé des talents félibréens et fait connaître à nos lecteurs des écrivains et des poètes de langue française vivant loin de la petite patrie ou amis de notre île. Notre première table décennale, que nous donnerons l'an prochain, dira toute l'importance et la valeur de notre publication par les noms des cent collaborateurs qui ont rédigé ses deux mille pages, de Santu Casanova à... Bossuet ».

A ces déclarations qui marquent bien le caractère de **L'Annu Corsu**, nous ajouterons que cette année le livre contient 68 pages de texte en langue corse, auxquelles ont collaboré nos meilleurs félibres, et 86 en langue française où parmi les poésies, contes et légendes se trouvent une nouvelle du grand écrivain Pierre Dominique et une étude débordante de finesse et d'observation écrite par Paul Arrighi sur : Virgile relu par un Corse. A cela s'ajoutent une chronique de l'année régionaliste et littéraire et 12 pages sur les groupements corses aux colonies. Le volume de 200 pages, abondamment illustrées, coûte 8 fr. seulement et peut être demandé soit à M. Arrighi, 29, rue du Progrès, à Marseille, soit à M. P. Leca, 2, avenue Félix-Faure, à Nice. Nous souhaitons que **L'Annu Corsu** obtienne le succès que lui désire son collaborateur Sempronio, c'est-à-dire que ses 4.000 exemplaires soient entièrement vendus et que tous nos lecteurs soient au nombre des acheteurs. Ils ne regretteront pas leur argent.

La Corse et l'Italie. — Le grand quotidien « Le Temps » a publié dans son numéro du 29 décembre 1931 un article de son correspondant à Rome, M. Gentizon, qui mériterait d'être diffusé en Italie, comme en France, car il met au point d'une manière excellente la question des rapports entre la Corse et l'Italie, et apprécie, comme il convient, la campagne qui se poursuit dans la péninsule voisine au sujet de notre île. La place nous manque pour reproduire, comme il le faudrait, tout cet article juste et sensé. En voici du moins la conclusion :

« En somme, il s'agit d'une campagne annexionniste basée sur cette affirmation tendancieuse que les habitants de l'île sont d'origine italienne. Or, de tout temps, les Corses n'ont été que des Corses. Tour à tour, l'île a été envahie par les Etrusques, les Grecs, les Romains, les Carthaginois, les Vandales, les Sarrasins ; mais, si elle a pu courber la tête, elle ne s'est jamais rendue. A travers toutes les dominations, elle est constamment restée elle-même. Pise, Gênes y régnèrent de longues années ; mais, malgré l'emploi de la force, et même de la terreur, elles furent constamment tenues en échec. Et c'est au cri de « Liberté » que les guerriers de l'île, aidés par les troupes de Louis XV, réussirent finalement à briser le joug

détestable de la Sérénissime. Dès cette époque, le peuple corse s'est rangé volontairement, loyalement, aux côtés de ses sauveurs. Il fait partie de la grande famille française. Et, hier encore, mêlant son sang à celui de tous ses frères d'autres provinces, il sacrifiait (1) quarante mille de ses enfants pour la défense commune de la mère-patrie. C'est pourquoi, s'il est une vérité élémentaire, c'est qu'en Corse l'irrédentisme n'existe pas, même à l'état de germe ou d'atome. Et ce n'est pas parce que quelques malheureux égarés par de pressantes sollicitations communient, à Pise ou ailleurs, dans une italianité factice, que cette vérité peut être diminuée. En fait, l'irrédentisme corse est une pure invention. Il est créé de toutes pièces en Italie par une campagne artificieuse. Espérer circonvenir l'âme de la Corse en faveur d'un rattachement quelconque avec la péninsule trahit du reste un état d'esprit hors de toute réalité. Car la population de l'île est foncièrement rétive à l'égard de l'Italie. Et vouloir entamer la fidélité corse à l'égard de la France, c'est mordre du granite. C'est pourquoi on ne peut s'émouvoir outre mesure. Bien qu'elle crée une situation ambiguë, une pareille campagne ne peut avoir une grande portée. Le seul point noir, c'est qu'il y ait un gouvernement qui la laisse subsister. Parler d'amitié, de concorde, de collaboration entre peuples, c'est bien. Mais mettre ces sentiments en actes, ce serait encore mieux. »

La Direction de **La Revue de la Corse** n'ajoutera à cet article que quelques mots. Il est regrettable que cette campagne d'une partie de la presse italienne puisse inspirer aux Corses, désireux d'entretenir avec les Italiens des relations sincèrement amicales, la crainte de passer pour gallophobes !

Un discours sur Pascal Paoli. — A Port de Bouc vient d'être lancé un beau navire, construit par les chantiers et ateliers de Provence, qui sera affecté au service de la Corse et probablement à la ligne Marseille-Ajaccio-Nice. A cette occasion M. Pietri, ministre du Budget, a prononcé un panégyrique du grand homme dont le nom sera donné au bateau « mausolée flottant de nos souvenirs et de nos fiertés » : le Pascal Paoli. Ce fut une fête corse, à laquelle assistèrent de nombreux compatriotes. Contrairement à beaucoup de discours ministériels d'inauguration, celui de M. Pietri mérite d'être lu en entier par tous les insulaires. L'orateur a brossé une page d'histoire et dit en termes éloquents beaucoup de choses justes. Sans doute, les historiens pourraient glaner quelques scories historiques dans cette évocation d'une époque glorieuse. Il n'en reste pas moins que le raccourci de tant de faits célèbres, présenté à une assemblée de continentaux qui les entendaient, croyons-nous, pour la première fois, est digne de figurer dans une anthologie.

M. Pietri a vu avec raison dans Pascal Paoli le défenseur de ces libertés naissantes, dont la France devait, quelques années plus tard, se faire le champion dans le monde. Sa lutte contre les troupes françaises, envoyées par un Roi si populaire alors auprès de tous les Corses, n'était que la révolte d'un homme, mal informé des desseins de Choiseul, contre l'allié des Génois, une protestation à main armée contre un retour probable à la domination de Gênes. Si les insulaires avaient su qu'ils allaient devenir, par la rouerie diplomatique d'un habile ministre, Français et pour toujours, Pon-

(1) L'auteur emploie ce mot pour désigner les intoxiqués, les mutilés et les morts (N. de la R.).

tenovu n'aurait pas endeuillé leur histoire. C'est ce que Paoli devait fort bien traduire plus tard dans cette lettre adressée à son ami Giovannetti, lettre que M. Pietri aurait pu rappeler dans son discours : « Les affaires iront bien si nos compatriotes ont du bon sens. Ils sont libres et les égaux des Français. La liberté, que nous avons tant cherchée, nous l'avons maintenant. Et c'est un de nos nationaux (Bonaparte) qui nous l'a donnée. Restez tranquilles et profitez de votre situation avantageuse. Le drapeau français favorise notre commerce ; le génie des Français nous aidera à améliorer notre agriculture. La porte nous sera ouverte à tous les honneurs. Vous aurez des écoles et des collèges pour élever vos enfants. Tout ira donc bien si vous ne bâtissez plus de châteaux aériens, etc. »

C'est donc avec raison que le ministre a dit en terminant : « La France est infiniment mieux qu'une race, puisque c'est une nation. Le ciment d'une race est l'effet subi de la nature ; celui d'une nation est le travail joyeux de la volonté. Qu'importe que nous disions les Français, quand nous parlons des Bretons (des Flamands et des autres), que nous ayons notre conception à nous de la démocratie, de la hiérarchie terrienne, de l'honneur familial, du droit d'asile, du respect même de la loi écrite ; qu'au sein de collectivités aussi fortes et aussi rayonnantes que Marseille, nous formions une colonie presque distincte, âprement solidaire, avec cette tendance à la domination civique, que nous avons sucée aux mamelles de nos nourrices ; que nos colères soient violentes, comme ces vents de l'ouest qui arrachent les pavés de nos places publiques, mais qui s'apaisent aussi soudainement qu'ils surgissent ; que nos mécontentements s'exhalent presque toujours en vieilles rancœurs régionales... Qu'importent ces impulsions d'un particularisme sourcilieux si la France continue à trouver chez nous tant de bons citoyens et de bons serviteurs ! Deux liens historiques nous attachent étroitement à la patrie française, deux liens ou deux hommes : Bonaparte ou le lien du cœur, Paoli ou le lien de l'esprit. L'un d'eux est tout notre orgueil, l'autre est toute notre émotion... Celui-ci nous a préparés dignement à l'honneur d'être un jour des Français ! »

Quel Corse, je le demande à mes compatriotes, pourrait ne pas approuver M. Pietri et prétendre qu'il n'a pas exprimé avec éloquence nos sentiments ?

Les Etudes sur notre histoire religieuse. — Dans le recueil qui vient d'être offert au professeur A. Dufourcq, de l'Université de Bordeaux, par un groupe d'amis et d'anciens élèves (**Mélanges Albert Dufourcq**, Paris, Plon, 1932, in-16, xxiii-316 p., avec une préface de M. G. Goyau, de l'Académie française), M. Louis Villat a présenté (p. 243-262) quelques notes « sur le développement des études relatives à l'histoire religieuse de la Corse ». Il fallait d'abord publier des textes et établir des répertoires et ce fut l'œuvre à laquelle se consacra l'abbé Letteron qui fonda en 1881 le *Bulletin de la Société des Sciences historiques*, mais la synthèse que Mgr de la Foata tenta en 1895 était prématurée. Les érudits modernes s'attachent à des questions de détail à propos desquelles ils groupent des textes interprétés suivant la plus rigoureuse méthode critique. Ainsi a-t-on pu arriver — dans *La Revue de la Corse* notamment et dans *L'Archivio Storico di Corsica* — à compléter la liste des évêques insulaires, à préciser les détails de la mission apostolique confiée à Mgr de Angelis au temps de Paoli, à comprendre le sens de la réforme religieuse sous le gouvernement anglais, à expliquer les mobiles de la guerre religieuse de 1797, la **Crocetta**, etc. Excellente

mise au point des résultats obtenus, en attendant l'heure encore lointaine où l'on pourra songer à écrire une étude d'ensemble sur l'histoire de l'Eglise en Corse.

NOUVELLES

en quelques lignes

Notre avenir agricole. — Le plan d'outillage agricole, voté par le Parlement, prévoit une attribution de plusieurs centaines de millions au ministère de l'Agriculture. Il faut espérer qu'une part en sera réservée à notre département et que de fortes subventions permettront d'en assurer le progrès agricole. L'agriculture, et l'agriculture seule, est susceptible de donner à la Corse cette prospérité que nous désirons tous et pour laquelle nous travaillons. Un savant rapport de M. Cagninacci, conseiller général, adressé l'an dernier à notre assemblée départementale, fourmille à ce sujet de renseignements précieux pour nos administrateurs. Ils pourraient s'en inspirer, si, comme nous le croyons, ils recherchent le bien de notre pays. Jusqu'à preuve évidente du contraire, il nous est difficile d'admettre leur indifférence, sinon leur malveillance envers les occupations agricoles, comme tendrait à nous le faire admettre les plaintes de M. Donati, ancien professeur d'Agriculture, reproduites par le **Bastia Journal** du 28 octobre 1931. Si elles étaient fondées, toute espérance en un avenir meilleur de notre île devrait être abandonnée.

Le génie rural. — Les renseignements fournis par les journaux insulaires sur les travaux réalisés ou à prévoir par le génie rural nous permettent en effet de considérer ces doléances comme exagérées. La liste en est longue et on la trouvera dans le **Petit Marseillais** du 25 décembre 1931 : canaux d'irrigation et d'arrosage, aménages d'eau, lavoirs, réservoirs, chemins ruraux, chemins d'exploitation ; du nord au sud, de l'est à l'ouest, peu de communes sont oubliées et l'aménagement agricole est continué un peu partout, grâce surtout aux subventions de l'Etat qui ont atteint 1.867.650 fr. en 1930 et atteindront 9.388.000 fr. pour les travaux déjà projetés. Il est difficile de soutenir, comme on le fait trop souvent, que les ministères se désintéressent de notre agriculture ; nous leur reprocherions plutôt de n'avoir pas un plan d'ensemble et de disperser leurs crédits un peu à tort et à travers.

La main-d'œuvre agricole. — La vie est chère en Corse. Les plaintes à ce sujet s'exhalent fréquemment dans nos journaux. Le transport coûteux des marchandises en est peut-être une cause, mais le prix élevé de la main-d'œuvre en est assurément une autre. Celle-ci provient uniquement d'Italie et voici, d'après un rapport du directeur des services agricoles, M. Carlotti, les conditions imposées par le Consulat général d'Italie à quiconque désire se procurer des ouvriers italiens : dépôt préliminaire de 400 francs, immobilisation de ce dépôt jusqu'au sixième mois après la cessation des travaux, minimum de salaire de 700 francs par mois pour les agriculteurs, de 30

francs par jour pour les forestiers ; remboursement des frais de transport et de passeport. Le recrutement se fait de la manière suivante : l'employeur désigne ses ouvriers ou un convoyeur chargé de les recruter et, après accomplissement des formalités, adresse la demande au directeur des services agricoles qui la vise et la transmet au Consulat général d'Italie à Bastia. Celui-ci la vise ou la rejette et, dans le premier cas, la retourne au demandeur qui l'expédie à l'ouvrier et le met ainsi en mesure d'obtenir un passeport pour la Corse. L'autorité italienne apporte une certaine irrégularité à l'octroi de son visa : tantôt les ouvriers arrivent en Corse trois semaines après l'envoi de la demande, tantôt trois mois après seulement. En général, sauf de rares exceptions, les employeurs obtiennent satisfaction. La Direction des Services agricoles déclare que, depuis 1922, elle a ainsi placé annuellement de 4 à 5.000 ouvriers.

L'automobile en Corse. — MM. Michelin, les grands industriels de Clermont-Ferrand, ont publié et répandu une brochure fort intéressante sur l'industrie automobile en France. Nous en extrayons quelques chiffres relatifs à la Corse. En 1930, la France a fabriqué et vendu 230.700 automobiles, soit 770 par jour. La valeur de cette production a atteint la somme de 6 milliards 250 millions de francs et occupe ainsi le troisième rang, après le blé et le vin, dans la liste de nos ressources nationales. Cette même industrie n'est dépassée que par celle des Etats-Unis et de l'Angleterre (3.510.000 autos pour le premier de ces Etats, 238.236 pour le second).

Dans quelle proportion la Corse a-t-elle profité de cette production ? Elle en a acheté 448 seulement ; elle occupe à ce point de vue l'avant-dernière place parmi les départements, avant la Lozère.

Le nombre des véhicules automobiles circulant en France est de 1.544.057, soit un par 27 habitants. Mais tandis que les Alpes-Maritimes détiennent le record avec une voiture pour 15 habitants, la Corse n'en a qu'une pour 126, au total 2.301. C'est le chiffre le plus faible de toute la France, après la dite Lozère encore.

Les deux principales villes de la Corse ont respectivement : Bastia 555 autos (soit une par 65 habitants) et Ajaccio 359 (soit une par 65 aussi).

On voit que notre pays ne profite guère jusqu'ici de ce mode de transport, qui est à même de révolutionner économiquement le monde et cependant, comme le montrent MM. Michelin par des exemples typiques, il y a économie de temps, d'argent et de peine à utiliser l'auto pour les voyageurs et les marchandises, pour le transport du bétail comme du lait, pour le ramassage des légumes comme des fruits, pour l'épicier, le laitier, le maraîcher ou le boucher. Nous partageons à ce sujet l'avis de M. Griscelli, ancien conseiller général, qui, dans un article, affirmait que l'avenir de la Corse résidait dans la construction d'un bon réseau routier, dans l'utilisation de l'automobile, et dans l'extension du tourisme.

MM. Michelin, dont il est superflu de faire l'éloge, car ils sont au premier rang de ces industriels qui consacrent une grande partie de leurs bénéfices à rendre la France plus grande et plus riche, envoient à toute personne qui en fait la demande un spécimen gratuit et franco de cette si instructive brochure.

Les services automobiles. — On se rend compte des inconvénients que présente, pour tout l'arrondissement de Sartène, l'absence de voies ferrées ; situation paradoxale pour une région active et qui,

contrairement à beaucoup d'autres, ne se dépeuple pas. A la dernière conférence régionale des P. T. T., le vice-président de la Chambre de Commerce d'Ajaccio, M. Valère de Susini, a présenté un projet, qui semble bien étudié, tendant à doter cet arrondissement d'un double service automobile quotidien qui desservirait 70 communes et leur assurerait un service postal en rapport avec les nécessités contemporaines.

L'assistance en Corse. — Les enfants placés sous la garde de l'Assistance publique sont, dans notre île, de 286, dont 61 ont été admis en 1930. Il y a parmi eux : 50 enfants trouvés, 117 enfants abandonnés, 31 orphelins pauvres, 5 abandonnés moralement et 24 en garde ou en dépôt.

Douze décès se sont produits en 1930, soit un pourcentage de 4 à 5 pour 100 pour l'ensemble et de 45 pour 100 pour les enfants de moins d'un an. Les chiffres sont élevés. La plupart de ces malheureux bébés furent abandonnés par leurs parents trop misérables ou incapables de subvenir à leur allaitement. Il faut pour qu'un Corse, dont l'amour de la famille est si développé, renonce aux joies qu'elle comporte que son dénuement soit bien grand. Et cela explique sans doute que la mortalité des nouveaux-nés ait atteint une telle proportion !



Le Directeur Gérant,
A. AMBROSI.

TABLE DES MATIÈRES

pour l'année 1931

Sommaire du N° 67 (Janvier-Février)

COLONNA DE GIOVELLINA (Général). — Le général François Gaffori	1
MAJUTELLO (Pierre). — La croisade d'Ugo Colonna....	14
AMBROSI (Ambroise). — Au lendemain de l'occupation de la Corse par les Français	23
VINCENTELLI (A.-F.). — Pour le cédratier corse	30
<i>Comptes rendus : Veillées corses par Lorenzi de Bradi.</i>	
— Lettres de Pascal Paoli, par A. COSTA. — La déportation des prêtres italiens en Corse, par A. COSTA. — Mediterranea. — L'Archivio storico italiano di Corsica.	

Sommaire du N° 68 (Mars-Avril)

NATALI. — Parmi le thym et la rosée	49
COLONNA DE GIOVELLINA (Général). — Le général François Gaffori, II	57
SOUTHWELL-COLUCCI (Edith.) — Conte corse : La blonde romaine	67
FERMIER (Pierre). — Derniers résultats sur la géologie de la Corse (avec une figure)	71
RICCI (E.). — Risate corse	80
A. A. — Les bienfaits du tourisme	84
<i>Comptes rendus : Antommarchi au chevet de l'Empereur, par le Docteur R. NEVEU. — Corsica, par O. FERDINANDO TENCAJOLI. — Le Korsika zur Zeit der französischen Revolution de Hans Hartmann, par L. VILLAT.</i>	

Sommaire du N° 69 (Mai-Juin)

NATALI. — Parmi le thym et la rosée, II	97
COLONNA DE GIOVELLINA (Général). — Le général Franceschi	105
SOUTHWELL-COLUCCI (Edith). — Légendes corses : La scala di Santa Regina	119
VINCIGUERRA (Jean). — Un peintre de la Corse : Bouchet (avec deux gravures)	126
AMBROSI (A.). — Au lendemain de l'occupation de la Corse par les Français, II	128
<i>Comptes rendus</i> : Sabella, roman par MARCAGGI. — Gaffori Giovan Pietru, par FUMAROLI. — Une journée de l'Empereur, par l'avocat CAMPINCHI.	

Sommaire du N° 70 (Juillet-Août)

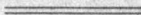
NATALI. — Parmi le thym et la rosée, III.....	145
SOUTHWELL-COLUCCI (Edith). — Légendes corses : la scala de Santa Regina (traduction de J. CARABIN).	156
COLONNA DE GIOVELLINA (Général). — Le général Franceschi (appendices)	127
ZUCCARELLI (Guy). — Une ancre de Christophe Colomb (avec une gravure)	187
<i>Comptes rendus</i> : Méditerranée, revue de Sardaigne. — Deux poètes corses : Ricci Pierre et Giovoni Charles, par A. AMBROSI.	

Sommaire du N° 71 (Septembre-October)

DE METS (docteur). — Le mystère de Sainte Hélène (avec une gravure)	193
NATALI. — Parmi le thym et la rosée (suite).....	206
COLONNA DE GIOVELLINA (Général). — Le général baron Giacomoni	221
BATTESTINI (François). — L'ancre de la « Santa Maria » de Colomb	235
<i>Comptes rendus</i> : Bonaparte à Auxonne, par C. PITOLLET. — Anvers et Napoléon, par CHARLIAT.	

DE METS (docteur). — Le mystère de Sainte Hélène (avec deux gravures)	241
NATALI. — Parmi le thym et la rosée (suite)	251
FUMAROLI. — Le procès des patriotes bastiais (avec deux gravures)	259
FRANCESCHINI (Emile). — Une opération de police en Corse en 1808	275
COLONNA DE GIOVELLINA (Général). — Le général baron Giaccomoni (appendices)	286
<i>Comptes rendus</i> : L'Annu Corsu d'Arrighi, Bonifacio et Leca. — La Corse et l'Italie. — Un discours du ministre Pietri sur Paoli. — Les études sur notre histoire religieuse.	

N. B. — Voir à la fin de chacun de ces numéros les nouvelles relatives à la vie économique, intellectuelle, touristique de notre île (1).



(1) *Avis à nos Abonnés.* — Cette table des matières de l'année 1931 doit être encartée à la fin du n° 72.

REVUE DE LA CORSE
Supplément de Mars-Avril 1932

OUVRAGES RECOMMANDÉS

RÉCEMMENT PARUS :

Géographie physique de la Corse, par A. Ambrosi R., brochure in 8° avec 43 photogravures. Etude des particularités géographiques de l'île. Prix : 20 francs.

La demander à la Librairie des Presses Universitaires, boulevard Saint-Michel, Paris (V°). (La direction de la Revue se charge de transmettre les demandes).

Histoire de Rome et de sa civilisation, par A. Ambrosi R.

Nous signalons à nos lecteurs la publication de ce livre par la librairie Hatier, 8, rue d'Assas, Paris (VI°). Ils y trouveront de fréquentes allusions à notre civilisation corse. Les centaines de reproductions photographiques de monuments romains et d'objets possédés par les divers musées d'Europe font de ce volume de 548 pages un véritable album. Prix : 19 francs, broché ; 23 francs, relié.

Histoire de la Corse, par A. Ambrosi-R., in-12 de 160 pages et 63 gravures, spécialement rédigée pour les élèves des écoles primaires.

Chez l'auteur, même adresse que ci-dessus, ou chez l'éditeur Jansson, successeur de Piaggi, à Bastia. Prix : 5 francs (6 francs franco).

“Damiani”

LE DÉLIEUX VIN DU CAP CORSE AU QUINQUINA

Rouge ou blanc 18°

- BASTIA : siège social et maison principale.
PARIS : bureaux et magasins d'exposition :
139, F^{rs} Poissonnière (Tredaine 36-97).
LYON : dépôt, 70, Cours Lafayette.
MARSEILLE : 7, Impasse des Peupliers (Prado).
EXPORTAT : dans l'Univers entier.

VRAIE MARQUE

BANQUE DE LA CORSE

ALTIERI & NAPOLEONI

15, Place Saint-Nicolas et 41 bis, B^d Paoli, à BASTIA

Principales Opérations de la Banque

Escompte et recouvrement du papier de commerce — Comptes de chèques — Comptes de dépôts à préavis et à échéances — Lettres de crédit — Opérations de change — Ordres de Bourse — Souscriptions — Opérations sur titres — Garde de titres — Prêts sur titres — Facièssement de tous coupons — Garantie contre le risque de remboursement au pair et la non-vérification de tirages — Renseignements financiers, industriels et commerciaux — Surveillance de portefeuilles, etc., etc.

LOCATION DE COFFRES-FORTS

Compartiments depuis 30 francs par an